

composition du Conseil disciplinaire et du Conseil d'appel, ainsi que les frais de fonctionnement de la Commission des psychologues, du Conseil disciplinaire et du Conseil d'appel, en exécution de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, l'article 37, § 2,

Arrête :

Article 1^{er}. Le montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues, fixés à 50 EUR pour l'année 2016, est approuvé.

Art. 2. A défaut du paiement du montant dû dans un délai de quarante-cinq jours, une majoration de 15 EUR sera perçue par la Commission.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2015.

Bruxelles, le 18 novembre 2015.

W. BORSUS

en samenstelling van de Tuchtraad en de Raad van beroep, alsook de werkingskosten van de Psychologencommissie, de Tuchtraad en de Raad van beroep, in uitvoering van de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog, artikel 37, § 2,

Besluit :

Artikel 1. Het voor het jaar 2016 op 50 EUR vastgesteld bedrag van de administratiekosten en van de bijdrage voor het bijhouden van de lijst van psychologen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Bij niet-betaling van het verschuldigde bedrag binnen een termijn van vijfenveertig dagen, vordert de Commissie een vermeerdering van 15 EUR.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2015.

Brussel, 18 november 2015.

W. BORSUS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2015/205105]

Extrait de l'arrêt n° 145/2015 du 22 octobre 2015

Numéros du rôle : 5967 et 5971 à 6014

En cause : les recours en annulation des décrets de la Région wallonne du 9 janvier 2014 destinés à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans :

- les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne, introduits par l'ASBL « Fédération des Maisons de Repos privées de Belgique » et autres;

- les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, introduits par l'ASBL « Fédération des Centres de Planning et de Consultations » et autres;

- les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne, introduits par Marie-Paule Dellisse et par vingt-cinq associations sans but lucratif.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 24 juillet 2014 et parvenue au greffe le 28 juillet 2014, un recours en annulation du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne (publié au *Moniteur belge* du 28 janvier 2014) a été introduit par l'ASBL « Fédération des Maisons de Repos privées de Belgique (MR-MRS) », assistée et représentée par Me A. Verriest et Me A.-S. Verriest, avocats au barreau de Bruxelles.

b. Par sept requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juillet 2014 et parvenues au greffe le 30 juillet 2014, des recours en annulation du même décret ont été introduits respectivement par : l'ASBL « Fédération nationale des Associations médico-sociales », l'ASBL « Accueil et Solidarité », l'ASBL « Solival », l'ASBL « La Maison de Mariemont », l'ASBL « La Moisson », l'ASBL « L'Esplanade » et l'ASBL « La Vertefeuille », assistées et représentées par Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5967, 5977, 5980, 5984, 5995, 5996, 5997 et 5998 du rôle de la Cour, ont été jointes.

c. Par onze requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juillet 2014 et parvenues au greffe le 30 juillet 2014, des recours en annulation du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution (publié au *Moniteur belge* du 28 janvier 2014) ont été introduits respectivement par l'ASBL « Fédération des Centres de Planning et de Consultations », l'ASBL « Centres de planning et de consultation familiale et conjugale du Brabant wallon », l'ASBL « Clinique psychiatrique des Frères Alexiens », l'ASBL « Fédération nationale des Associations médico-sociales », l'ASBL « Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg », l'ASBL « Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale », l'ASBL « Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale », l'ASBL « Axedis », l'ASBL « L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées », l'ASBL « Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales » (« Inforcouple ») et l'ASBL « Solival », assistées et représentées par Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5971, 5979, 5981, 5983, 6002, 6003, 6004, 6006, 6009, 6010 et 6011 du rôle de la Cour, ont été jointes.

d. Par vingt-six requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 28 juillet 2014 et parvenues au greffe le 30 juillet 2014, des recours en annulation du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne (publié au *Moniteur belge* du 28 janvier 2014) ont été introduits respectivement par Marie-Paule Dellisse, l'ASBL « Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales » (« Inforcouple »), l'ASBL « L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile de l'Arrondissement de Verviers », l'ASBL « Clinique Saint-Pierre », l'ASBL « Coordination Aide et Soins à Domicile, Hainaut Oriental », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile en Province de Namur », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile en Brabant Wallon », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile Liège-Huy-Waremme-Coordination », l'ASBL « Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale », l'ASBL « Aide et soins à Domicile (ASD) - Service Aide Familiale (SAF) de Mons-Borinage », l'ASBL « Aide & Soins à

Domicile Hainaut Oriental », l'ASBL « Coordination pour le Maintien à Domicile du Pays d'Ath », l'ASBL « Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale », l'ASBL « Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg », l'ASBL « Fédération des Centres de Planning et de Consultations », l'ASBL « Axedis », l'ASBL « Solival », l'ASBL « Fédération nationale des Associations médico-sociales », l'ASBL « Clinique psychiatrique des Frères Alexiens », l'ASBL « Fédération de l'Aide et des Soins à Domicile », l'ASBL « Aide Familiale Liège-Huy-Waremme », l'ASBL « Aide familiale et Seniors de Mouscron-Comines », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile en Province de Luxembourg », l'ASBL « Aide et Soins à Domicile Service d'Aide familiale Tournai-Ath-Lessines-Enghien » et l'ASBL « Aide et Soins à Domicile de Mons-Borinage », assistées et représentées par Me J. Bourtembourg, avocat au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 5972, 5973, 5974, 5975, 5976, 5978, 5982, 5985, 5986, 5987, 5988, 5989, 5990, 5991, 5992, 5993, 5994, 5999, 6000, 6001, 6005, 6007, 6008, 6012, 6013 et 6014 du rôle de la Cour, ont été jointes.

Par ordonnance du 20 mai 2015, la Cour a joint toutes les affaires.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. Le décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne dispose :

« CHAPITRE Ier. — *Généralités*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent décret, on entend par :

1° 'établissements pour aînés' : les établissements pour aînés visés à l'article 334, 2^o, a) à h) du Code décretaal de l'Action sociale et de la Santé dont l'organe de gestion est composé d'au moins trois personnes physiques ou morales, à l'exception de ceux fondés ou administrés par au moins une personne morale de droit public;

2° 'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement' : les établissements pour aînés visés au 1^o qui bénéficient d'un titre de fonctionnement octroyé par la Région wallonne;

3° 'établissements pour aînés candidats au titre de fonctionnement' : les établissements pour aînés visés au 1^o qui sollicitent, auprès de la Région wallonne, l'octroi d'un titre de fonctionnement.

CHAPITRE II. — *Des établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement*

Section 1re. — Généralités

Art. 3. § 1^{er}. L'organe de gestion des établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement se compose au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Lorsque le nombre maximum d'administrateurs de même sexe calculé conformément à l'alinéa 1^{er} n'est pas un nombre entier, il est arrondi au nombre entier le plus proche.

§ 2. Pour déterminer le nombre maximum d'administrateurs de même sexe au sein des organes de gestion des établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, seules sont prises en compte les personnes physiques et les personnes morales de droit privé représentées par un mandataire ou un tiers agissant en qualité de représentant de celles-ci.

Section 2. — Dérogations

Art. 4. § 1^{er}. Tout établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement peut introduire, auprès du Ministre de tutelle, une demande de dérogation à la règle visée à l'article 3.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

Cette demande de dérogation suspend toute procédure de retrait du titre de fonctionnement pour méconnaissance de la règle visée à l'article 3 et qui serait en cours à l'encontre de l'établissement pour aînés.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la règle visée à l'article 3, si l'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire, renouvelable une fois, à la règle visée à l'article 3 si l'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement démontre l'impossibilité de s'y conformer, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son organe de gestion.

Art. 5. L'établissement pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement qui respecte la règle visée à l'article 3 et qui, en raison d'un événement soudain affectant son organisation interne, tel le décès d'un administrateur, sa démission ou sa révocation, ne peut plus s'y conformer, en informe le Gouvernement par courrier recommandé ou toute autre voie conférant date certaine à l'envoi, dans les deux mois à dater de la survenance de l'événement.

L'organisme privé agréé visé à l'alinéa 1^{er} dispose, à dater de la survenance de l'événement, d'un délai de douze mois pour se conformer à l'article 3. A défaut, l'article 6 s'applique.

Section 3. — Sanction

Art. 6. Le titre de fonctionnement d'un établissement pour aînés est retiré si :

1° il ne respecte pas la règle visée à l'article 3;

2° il ne bénéficie pas de la dérogation visée aux articles 4, 5 ou 9.

Le titre de fonctionnement est retiré conformément à l'article 369 du Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé et aux dispositions prises en exécution de celui-ci.

Section 4. — Disposition transitoire

Art. 7. § 1^{er}. Les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement au jour de l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que ceux visés à l'article 10, alinéa 2, disposent d'un délai de trois années à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, pour se conformer à la règle visée à l'article 3.

§ 2. A défaut de s'être conformés à la règle visée à l'article 3 dans le délai visé au paragraphe 1^{er} :

1° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement définitif, accordé pour une période indéterminée, voient, d'office, leur titre de fonctionnement limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er};

2° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement provisoire, dont l'échéance de la prorogation visée à l'article 358, § 1^{er}, alinéa 2, du Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé est postérieure à l'échéance d'un délai de trois années, prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient, d'office, leur titre de fonctionnement limité à une durée déterminée de trois années, prenant cours à dater de l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er};

3° les établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement provisoire, dont l'échéance est antérieure à l'échéance d'un délai de trois années prenant cours à dater de l'échéance du délai visé au paragraphe 1^{er}, voient d'office leur titre de fonctionnement prendre fin à l'expiration de sa durée déterminée.

Les établissements pour aînés visés à l'alinéa 1^{er} peuvent demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période durant laquelle ils continuent à bénéficier d'un titre de fonctionnement, afin de rencontrer la règle visée à l'article 3.

§ 3. Si les établissements pour aînés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 3 avant l'expiration de leur titre de fonctionnement dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui leur accorde un nouveau titre de fonctionnement à durée indéterminée.

Si les établissements pour aînés visés au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2°, se mettent en conformité avec la règle visée à l'article 3 avant l'expiration de leur titre de fonctionnement provisoire dont la durée a été limitée d'office, ils en informent le Gouvernement, qui proroge leur titre de fonctionnement jusqu'à leur [lire : son] échéance initiale.

CHAPITRE III. — *Des établissements pour aînés candidats à l'agrément*

Section 1re. — Généralités

Art. 8. § 1^{er}. Pour bénéficier d'un titre de fonctionnement de la Région wallonne, les organes de gestion des établissements pour aînés sont gérés par un organe de gestion composé au maximum de deux tiers de membres de même sexe.

Le nombre maximum d'administrateurs de même sexe est calculé conformément aux modalités fixées à l'article 3.

§ 2. Le Gouvernement peut refuser d'accorder un titre de fonctionnement à un établissement pour aînés sur la base du présent article uniquement après avoir entendu ce dernier.

Section 2. — Dérogation

Art. 9. § 1^{er}. Tout établissement candidat à un titre de fonctionnement peut solliciter, auprès du Ministre de tutelle, une dérogation à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8.

La demande de dérogation est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par toute autre voie conférant date certaine à l'envoi.

§ 2. Le Ministre de tutelle peut accorder une dérogation à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8, si l'établissement pour aînés candidat au titre de fonctionnement démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité.

Il peut accorder une dérogation temporaire à la condition relative à l'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8, si l'établissement pour aînés candidat au titre de fonctionnement démontre l'impossibilité de s'y conformer, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son organe de gestion.

§ 3. L'établissement candidat à un titre de fonctionnement qui obtient une dérogation temporaire peut demander à l'administration de bénéficier de mesures d'accompagnement pendant la période de la dérogation, afin de rencontrer la règle visée à l'article 2.

Section 3. — Disposition transitoire

Art. 10. La condition d'octroi d'un titre de fonctionnement visée à l'article 8 ne s'applique pas aux établissements pour aînés qui ont introduit une demande de titre de fonctionnement avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Les établissements pour aînés visés à l'alinéa 1^{er} qui obtiennent un titre de fonctionnement de la Région wallonne sont considérés comme des établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement au sens de l'article 2, 2°.

Les dispositions du chapitre II leurs sont applicables.

CHAPITRE IV. — *Mesures d'évaluation*

Art. 11. Tous les deux ans, l'administration publique, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, une liste non nominative reprenant :

1° le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement respectant l'exigence figurant à l'article 3;

2° le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 4;

3° le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 5;

4° le nombre d'établissements pour aînés dont le titre de fonctionnement a été retiré sur la base de l'article 6;

5° le nombre d'établissements pour aînés bénéficiant d'un titre de fonctionnement, qui bénéficient de la disposition transitoire visée à l'article 7;

6° le nombre d'établissements pour aînés candidats au titre de fonctionnement dont le titre de fonctionnement a été refusé sur la base de l'article 8, § 2;

7° le nombre d'établissements pour aînés bénéficiaires de la dérogation visée à l'article 9.

Le Gouvernement évalue les effets de la règle visée à l'article 3 et la nécessité de son maintien sur la base de la liste visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales et abrogatoires*

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 13. Les dispositions légales, réglementaires ou statutaires antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret qui régissent, en Région wallonne, les procédures d'octroi d'un titre de fonctionnement aux établissements pour aînés et qui ne respectent pas les règles posées par les chapitres 2 et 3 sont abrogées.

Le Gouvernement détermine la liste des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 14. Le Gouvernement est chargé de l'exécution du présent décret ».

B.1.2. Le décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 « destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution » et le décret du 9 janvier 2014 « destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne » ont une portée similaire.

B.2. L'exposé des motifs du premier décret attaqué indique que ce décret a pour objectif de « tendre vers une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne » et que « plusieurs raisons incitent indéniablement à légiférer en la matière » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 903-1, p. 2).

En premier lieu, il est fait référence à la « généralité des principes d'égalité et de non-discrimination » garantis par les articles 10 et 11 de la Constitution, ainsi qu'à l'article 192 de la plate-forme d'action de Pékin de 1995 qui prescrit la mise en œuvre d'« actions positives ». Un deuxième motif renvoie à la nécessité d'instaurer « une mesure de protection tant à l'égard des femmes qu'à l'égard des hommes ». Un troisième motif insiste sur « les mesures adoptées pour assurer une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les processus décisionnels politiques » et conclut qu'« il est, en conséquence, indispensable d'adopter des règles visant à garantir, sinon la parité, à tout le moins une mixité entre les hommes et les femmes au sein des processus décisionnels dans d'autres domaines, et notamment dans le secteur privé ». Un quatrième motif invoque le fait de « répondre adéquatement à la composition sociétale » car « l'exclusion de la moitié de la population du processus décisionnel de ces établissements, qu'il s'agisse des hommes ou des femmes, entraîne non seulement un déficit démocratique mais néglige également les compétences du sexe sous-représenté » (*ibid.*).

Dans le cinquième motif, il s'agit encore de promouvoir une présence équilibrée des deux sexes, à l'instar de ce que le législateur fédéral a fait en imposant la présence d'un tiers de membres de sexe différent dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et dans les sociétés cotées en bourse.

Enfin, le sixième motif indique :

« [...] un projet de décret ayant pour objectif de tendre vers une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des organismes privés agréés par la Région wallonne est actuellement en cours de discussion. Ce projet vise les associations sans but lucratif en tant qu'elles sont agréées par la Région wallonne ou en tant qu'elles sollicitent un agrément. Cependant, en ne visant que ces associations, un secteur, celui des établissements pour aînés, est sujet à discrimination. En effet, dans le volet privé de ce secteur, certains établissements sont constitués sous forme d'associations sans but lucratif, d'autres, en revanche, sont constitués sous forme de sociétés commerciales. En maintenant, seul, un projet de décret qui ne viserait que les associations sans but lucratif, certains établissements pour aînés, ceux constitués sous forme d'associations sans but lucratif, devraient respecter la règle de représentation équilibrée des femmes et des hommes à défaut de quoi leur titre de fonctionnement leur serait retiré. Les autres établissements, soit ceux constitués sous forme de sociétés commerciales, ne seraient, quant à eux, pas soumis à une telle règle de représentation et à une telle sanction. Il en découlerait, en maintenant pareille situation, une différence de traitement entre ces établissements, différence qui serait difficilement justifiable et peu rationnelle. La contrariété d'une telle situation au regard des principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution serait, dans ce cas, patente. C'est la raison pour laquelle la Région wallonne doit légiférer, dans le même temps, dans le secteur des établissements pour aînés et instaurer en son sein un système uniforme pour tous ces établissements et analogue à celui qui sera instauré pour toutes les associations sans but lucratif disposant d'un titre de fonctionnement de la Région wallonne » (*ibid.*, pp. 2-3).

Quant au choix de la règle des deux tiers, l'exposé des motifs indique :

« Le choix d'une règle de représentation fixée sur une base de 2/3 est justifié au regard de ce qui a été fait, en termes de diversité des genres, dans le cadre du décret de la Région wallonne du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public (Art. 18*bis*) et de la loi visant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration d'entreprises publiques économiques et de sociétés qui ont fait publiquement appel à l'épargne ainsi [que d'une] loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés » (*ibid.*, p. 4).

L'exposé des motifs souligne enfin que le mécanisme de mixité n'est « pas un mécanisme absolu » (*ibid.*), des dérogations à la règle du quota pouvant être sollicitées dès l'entrée en vigueur du décret.

On peut trouver des développements semblables dans les exposés des motifs des deux autres décrets attaqués.

Quant aux règles répartitrices de compétence

B.3. La partie requérante dans l'affaire n° 5967 soutient qu'en ce que le législateur décréte impose aux établissements pour aînés constitués sous la forme de sociétés commerciales de compter parmi les membres de leur organe de gestion au maximum deux tiers de personnes de même sexe, il empiéterait sur la compétence réservée au législateur fédéral par l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans la matière du droit commercial et du droit des sociétés.

B.4. Aux termes des articles 3, § 1^{er}, et 8, § 1^{er}, précités du décret du 9 janvier 2014, pour bénéficier d'un titre de fonctionnement, les organes de gestion des établissements pour aînés doivent être composés au maximum de deux tiers de personnes de même sexe.

B.5.1. En application des articles 128 et 138 de la Constitution, le Parlement de la Communauté française et le Parlement de la Région wallonne ont décidé de commun accord d'attribuer à la Région wallonne l'exercice de la compétence attribuée à la Communauté française dans la région de langue française par l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 en ce qui concerne la politique de la santé, à savoir la politique de dispensation de soins dans et au dehors des institutions de soins, ainsi que par l'article 5, § 1^{er}, II, 5°, en ce qui concerne la matière de l'aide aux personnes, à savoir la politique du troisième âge.

B.5.2. En vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 5°, de la même loi spéciale, le législateur fédéral est compétent pour le droit commercial et le droit des sociétés.

B.6.1. Le Constituant et le législateur spécial, pour autant qu'ils n'en aient pas disposé autrement, ont attribué aux communautés et aux régions toute la compétence d'édicter les règles propres aux matières qui leur ont été attribuées en faisant usage, le cas échéant, de la compétence que leur confère l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980.

La compétence que l'article 5, § 1^{er}, I, 1°, et II, 5°, de la loi spéciale précitée, compte tenu de ce qui est exposé en B.5.1, attribuée à la Région wallonne en matière de dispensation de soins et de politique des personnes âgées implique qu'elle puisse prendre toutes les mesures propres à lui permettre d'exercer ces compétences dans la région de langue française.

B.6.2. Dans l'exposé des motifs du projet qui est devenu le premier décret attaqué, il est expliqué :

« la Région wallonne touche indirectement et pour partie à la compétence de l'autorité fédérale en matière de sociétés commerciales et des règles de composition prévues dans le Code des sociétés. Néanmoins, pour les raisons exposées au point 1, 6), la Région wallonne justifie sa compétence tant matérielle que territoriale à adopter le présent projet de décret » (*ibid.*, p. 3).

En l'occurrence, la Région wallonne estimait que dès lors que l'on ne vise que les ASBL qui solliciteraient un agrément pour exploiter un établissement pour aînés, à l'exclusion des sociétés commerciales exerçant en Région wallonne les mêmes activités, il en découlerait une différence de traitement entre les établissements, qui serait difficilement justifiable et peu rationnelle :

« C'est la raison pour laquelle la Région wallonne doit légiférer, dans le même temps, dans le secteur des établissements pour aînés et instaurer en son sein un système uniforme pour tous ces établissements et analogue à celui qui sera instauré pour toutes les associations sans but lucratif disposant d'un titre de fonctionnement de la Région wallonne » (*ibid.*, p. 3).

La réglementation ainsi adoptée par la Région wallonne n'empêche en rien l'exercice de la compétence de l'autorité fédérale en matière de droit commercial et de droit des sociétés. En imposant une composition maximale de deux tiers de membres de même sexe aux organes de sociétés commerciales qui souhaitent obtenir un titre de fonctionnement d'établissement pour aînés situé en région de langue française, le premier décret attaqué s'inscrit par ailleurs dans la ligne de l'article 518bis du Code des sociétés qui impose qu'au moins un tiers des membres du conseil d'administration des sociétés commerciales cotées en bourse soit de sexe différent de celui des autres membres.

B.6.3. En subordonnant l'agrément de tous les établissements pour aînés situés en région de langue française, y compris ceux qui sont constitués sous la forme de sociétés commerciales, au respect d'une règle de composition des organes de gestion, la Région wallonne ne remet pas en cause les règles prévues par le Code des sociétés relativement aux organes des sociétés commerciales. En effet, l'obligation prévue par le décret concerne uniquement l'obtention ou le maintien du titre de fonctionnement des établissements pour aînés situés en région de langue française. La réglementation attaquée ne modifie pas les règles relatives à la validité des décisions des organes des sociétés commerciales qui ne respecteraient pas la règle de mixité prévue par le décret.

B.7. Le moyen n'est pas fondé.

Quant au principe d'égalité et de non-discrimination

B.8. Les parties requérantes (deuxième moyen dans l'affaire n° 5967 et troisième moyen dans les affaires jointes n°s 5977 et autres ainsi que dans les affaires jointes n°s 5971 et autres et dans les affaires jointes n°s 5972 et autres) reprochent en substance aux décrets attaqués d'imposer une mesure positive, en l'occurrence un quota de maximum deux tiers de personnes de même sexe, alors qu'aucune inégalité manifeste n'aurait été constatée dans les organes de gestion des établissements et des organismes visés par les décrets, la sanction par ailleurs prévue par les décrets attaqués étant, selon elles, disproportionnée.

B.9. Le régime de mixité mis en place par les décrets attaqués est destiné, comme il a été relevé en B.2, à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les organes de gestion des établissements et des organismes visés par les décrets. Cette représentation vise entre autres à ce que les qualités dirigeantes et managériales des hommes et des femmes posant des actes de « *good corporate governance* » profitent à chaque établissement.

B.10.1. Une mesure d'action positive ne peut être prise que moyennant le respect des conditions suivantes :

- (1) il doit exister une inégalité manifeste;
- (2) la disparition de cette inégalité doit être désignée comme un objectif à promouvoir;
- (3) la mesure d'action positive doit être de nature temporaire, étant de nature à disparaître dès que l'objectif visé est atteint;
- (4) la mesure d'action positive ne doit pas restreindre inutilement les droits d'autrui (comparer avec l'article 10, § 2, de la loi anti-racisme, article 10, § 2, de la loi générale anti-discrimination et article 16, § 2, de la loi « genre »).

Dans le cadre du contrôle exercé au regard de ces critères, il convient de tenir compte du fait qu'il s'agit en l'espèce de mandats d'administrateur et non de l'accès à un emploi dans le secteur public ou privé.

B.10.2. Les décrets attaqués ont pour objectif une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements et des organismes visés par les décrets disposant d'un titre de fonctionnement ou d'un agrément ou souhaitant en obtenir un. Au cours des travaux préparatoires, il a été invoqué qu'une inégalité manifeste existait, les travaux préparatoires renvoyant à l'article 188 de la plate-forme d'action de Pékin de 1995, à différentes études et à une enquête de la « Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé » qui avait interrogé, sur la composition de leur conseil d'administration, pas moins de 930 associations sans but lucratif agréées par la Région wallonne (58 établissements pour aînés), dont il appert que, parmi celles-ci, seules 396 (20 établissements pour aînés) ont un conseil d'administration composé de manière conforme à la règle des deux tiers (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 904-1, p. 3).

Les mesures peuvent être considérées comme étant de nature temporaire, puisque l'article 11 du premier décret attaqué et l'article 10 des deux autres décrets attaqués mettent en place un système d'évaluation régulière de leurs effets respectifs.

Des mesures transitoires ont été prévues aux articles 7 et 10 du premier décret attaqué et aux articles 6 et 9 des deux autres décrets attaqués, permettant aux établissements et aux organismes visés disposant d'un titre de fonctionnement ou d'un agrément et aux établissements et aux organismes ayant déposé une demande d'agrément avant leur entrée en vigueur respective de se mettre en ordre, pendant une période de trois ans. Par ailleurs, les articles 4 et 9 du premier décret attaqué et les articles 3 et 4 des deux autres décrets attaqués permettent aux établissements et aux organismes titulaires d'un titre de fonctionnement, d'un agrément ou candidats à l'agrément de solliciter une dérogation fondée sur la circonstance que « l'exercice de [leur] objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité » ainsi qu'une dérogation temporaire dès lors que l'établissement ou l'organisme « démontre l'impossibilité de [se] conformer [à la règle fixée à l'article 3], sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des femmes et des hommes dans son organe de gestion ».

Quant aux sanctions prévues par les décrets, le retrait du titre de fonctionnement ou de l'agrément de l'établissement ou de l'organisme ou le refus d'agrément des établissements ou des organismes candidats à l'obtention de ce titre, elles ont été justifiées dans les travaux préparatoires en ces termes :

« Ainsi, la pertinence de légiférer à l'égard de ces établissements repose notamment sur le titre dont ils disposent. Il apparaît donc justifié de subordonner le maintien de ce titre au respect de la règle de la mixité. Cette mesure est ainsi en adéquation avec l'objectif poursuivi par l'instauration d'une diversité des sexes au sein des organes de gestion des établissements pour aînés disposant d'un titre de fonctionnement de la Région wallonne. [...] »

Le choix de cette sanction est également justifié [...]. En effet, par souci de cohérence et d'uniformité, la Région wallonne entend instaurer la même sanction pour les établissements pour aînés qui ne respecteraient pas le mécanisme de mixité instauré par le présent projet de décret. A défaut d'instaurer une telle uniformité en matière de sanction, il en découlerait une différence de traitement entre les établissements pour aînés constitués sous forme d'associations sans but lucratif qui, dans cette hypothèse, ne craindraient rien pour leur titre de fonctionnement et toutes les autres associations sans but lucratif, quel que [soit] le secteur visé, qui seraient exposées à la sanction du retrait d'agrément. Ainsi, pour éviter que pareille hypothèse puisse être considérée comme étant contraire aux principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution, la Région entend traiter ces deux situations de manière semblable.

Par ailleurs, d'autres sanctions telles que la nullité des décisions des organes de gestion irrégulièrement composés ou encore la nullité des nominations des membres des organes de gestion ne respectant le mécanisme de mixité doivent manifestement être abandonnées au regard de la portée de l'avis rendu par la section de législation du Conseil d'Etat à l'occasion de l'examen de la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et le Code des sociétés afin de garantir la présence des femmes dans les instances délibératives des entreprises publiques autonomes et des sociétés cotées » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 903-1, p. 4).

Compte tenu de l'objectif assigné aux décrets et des mesures transitoires et dérogatoires mises en place, il faut considérer que les sanctions prévues par les décrets attaqués ne portent pas atteinte de manière disproportionnée aux droits des établissements et organismes visés qui en feraient l'objet et qu'elles n'emportent pas de restrictions inutiles des droits d'autrui. Ce régime garantit, tant pour les femmes que pour les hommes, une représentation raisonnable dans les organes de gestion concernés.

B.11. Les moyens ne sont pas fondés.

B.12. Le troisième moyen dans l'affaire n° 5967 et le premier moyen dans les affaires jointes n°s 5977 et autres ainsi que dans les affaires jointes n°s 5971 et autres et dans les affaires jointes n°s 5972 et autres reprochent aux décrets attaqués d'exclure de leur champ d'application les établissements et les organismes qui sont fondés ou administrés par au moins une personne morale de droit public alors que cette différence de traitement ne reposerait sur aucune justification objective et raisonnable.

B.13. Les travaux préparatoires indiquent :

[...] le choix de légiférer prioritairement dans le cadre du secteur privé par opposition au secteur public relève d'un choix d'opportunité, notamment au regard des constats effectués en la matière qui témoignent d'un manque d'équilibre manifeste entre hommes et femmes dans les organes de décision du secteur privé. La Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé a ainsi interrogé 58 établissements pour aînés disposant d'un titre de fonctionnement quant à la composition de leur organe de gestion. Il est apparu que 38 de ces établissements disposent d'un organe de gestion dont la composition n'est pas conforme à la règle de mixité. Plus précisément, 33 établissements ont un organe de gestion composé d'un nombre trop élevé d'hommes et cinq ont un organe de gestion composé d'un nombre trop élevé de femmes.

Ainsi, le fait de légiférer à l'égard du secteur privé des établissements pour aînés disposant d'un titre de fonctionnement ne traduit pas une volonté dans le chef de la Région wallonne de créer une différence de traitement injustifiée entre le secteur public et le secteur privé. Il témoigne simplement de sa volonté d'agir prioritairement à l'égard des établissements pour aînés privés disposant d'un titre de fonctionnement. La volonté de la Région wallonne est d'ailleurs, à terme, d'instaurer un dispositif spécifique tendant à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans le secteur associatif public, qui sera plus à même de prendre en considération les spécificités propres à ce secteur. Cette circonstance ne saurait dès lors être contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution du seul fait qu'un même agrément pourrait être délivré à la fois dans le secteur public et dans le secteur privé. Ce choix d'opportunité est, par ailleurs, appuyé par la réelle nécessité d'agir dans ce secteur et demeure cohérent à l'instar du projet de décret de la Région wallonne ayant pour objectif de tendre prioritairement vers une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des seuls organismes privés disposant d'un titre de fonctionnement par la Région wallonne » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 903-1, p. 3).

B.14. Même si les deux catégories d'établissements et d'organismes visées par les moyens se trouvent dans des situations comparables, la différence de traitement invoquée repose sur un critère objectif et justifié, à savoir le caractère public ou non des organes de gestion des établissements ou des organismes visés.

Dans le secteur public, il existe déjà des règles qui imposent à différents niveaux des quotas qu'il convient de prendre en compte. Les travaux préparatoires indiquent à ce sujet :

« Dans le secteur public, il existe déjà des règles, des dispositions qui imposent des quotas à différents niveaux, notamment, dans les CPAS via la loi organique, dans les provinces, dans les OIP. Le décret du 15 mai 2003 promeut la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs. Le décret de 2007 modifie celui du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public en vue de promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes.

Cette orientation a été définie par le gouvernement, et ce, depuis la première ébauche du texte, c'est-à-dire la note d'orientation qui a été approuvée par le gouvernement en mars 2011.

C'est un premier pas, mais comme le dit le Conseil d'Etat, il sera toujours possible de poursuivre, de continuer à légiférer ultérieurement. Cette décision relève du principe de précaution et c'est la raison pour laquelle, dans les textes, il est inscrit que si une personne morale de droit public a fondé ou est membre du conseil d'administration de l'ASBL, l'organisme est exclu du champ d'application » (*Doc. parl.*, Parlement wallon, 2013-2014, n° 903-2, p. 6).

Il ressort également des travaux préparatoires précités que la volonté du législateur décréteur est d'agir en priorité par rapport aux établissements et aux organismes du secteur privé mais que la réglementation devra s'étendre progressivement aux établissements et aux organismes du secteur public. Il est précisé que cette implémentation progressive permettra de prendre en considération les spécificités propres à ce secteur.

B.15. Les moyens ne sont pas fondés.

B.16. Dans un quatrième moyen, la partie requérante dans l'affaire n° 5967 reproche au premier décret attaqué de faire une différence de traitement injustifiée entre les établissements pour aînés qui disposent d'un titre de fonctionnement et auxquels un délai de trois ans est accordé pour se mettre en conformité avec le décret et les établissements pour aînés qui sollicitent un agrément après l'entrée en vigueur du décret, qui ne disposent pas de pareil délai. Elle reproche ainsi en substance de ne pas prévoir le même régime transitoire pour cette deuxième catégorie d'établissements pour aînés.

Dans leur troisième moyen, les parties requérantes dans les affaires jointes n°s 5977 et autres ainsi que les parties requérantes dans les affaires jointes n°s 5971 et autres et dans les affaires jointes n°s 5972 et autres reprochent encore aux décrets attaqués de ne pas faire bénéficier du même régime transitoire les établissements et les organismes dont l'agrément à durée déterminée arrive à échéance entre le 28 janvier 2014 et le 28 janvier 2017.

B.17.1. C'est en règle au législateur décréteur qu'il appartient d'apprécier si un changement décréteur doit s'accompagner de mesures transitoires afin de tenir compte des attentes légitimes des personnes concernées et c'est à lui qu'il revient de déterminer à quelles conditions et dans quels délais il pourra être dérogé aux dispositions nouvelles au bénéfice de ces personnes.

Le propre d'une règle transitoire est d'établir une distinction entre les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application de cette règle et les personnes qui sont concernées par des situations juridiques qui entrent dans le champ d'application d'une règle nouvelle. Semblable distinction ne viole pas, en soi, les articles 10 et 11 de la Constitution : toute disposition transitoire serait impossible s'il était admis que de telles dispositions violent les dispositions constitutionnelles précitées par cela seul qu'elles s'écartent des conditions d'application de la législation nouvelle.

B.17.2. Si le législateur décrétal estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si le régime transitoire ou son absence entraîne une différence de traitement insusceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Tel est le cas lorsqu'il est porté atteinte aux attentes légitimes d'une catégorie de personnes sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence d'un régime transitoire (voy. arrêt n° 86/2015, B.4.6).

B.17.3. En l'espèce, le régime transitoire prévu par les décrets pour les établissements et les organismes visés disposant d'un titre de fonctionnement, d'un agrément ou qui avaient introduit une demande d'agrément avant l'entrée en vigueur des décrets a été justifié par le fait qu'il aurait été déraisonnable de retirer immédiatement le titre de fonctionnement ou de ne pas accorder l'agrément à des établissements et à des organismes qui ne pouvaient prévoir qu'une règle de mixité s'appliquerait dorénavant à leurs organes de gestion.

A la différence des établissements et des organismes qui bénéficient d'un régime transitoire, les établissements et les organismes ayant introduit une demande d'agrément après l'entrée en vigueur des décrets ont connaissance de l'exigence nouvelle. Il leur est ainsi possible d'adapter la composition de leur organe de gestion à la règle du quota des 2/3 avant d'introduire leur demande, voire de solliciter la dérogation temporaire prévue par l'article 9, § 2, du premier décret attaqué et par l'article 3, § 2, des deux autres décrets attaqués.

Par contre, la situation des établissements et organismes qui sollicitent le renouvellement de leur agrément arrivé à terme durant la période transitoire ne diffère pas fondamentalement de celle des établissements et des organismes agréés. Dès lors qu'il a prévu une période transitoire de trois ans pour permettre à une catégorie d'établissements et d'organismes de se conformer à la règle de la mixité sociale, le législateur décrétal wallon aurait dû justifier pourquoi il n'établissait pas le même régime transitoire également pour les établissements et les organismes dont l'agrément arrive à échéance durant la période transitoire. Eu égard à la sanction du refus d'agrément, la différence de traitement critiquée a des effets disproportionnés.

B.18. Dans cette mesure, les moyens pris dans les affaires jointes n°s 5977 et autres ainsi que dans les affaires jointes n°s 5971 et autres et dans les affaires jointes n°s 5972 et autres sont fondés. Il convient d'annuler l'article 7, § 1^{er}, du premier décret attaqué ainsi que l'article 6, § 1^{er}, des deux autres décrets attaqués, en ce que ces dispositions ne s'appliquent pas aux renouvellements des titres de fonctionnement et des agréments.

B.19. Dans le cinquième moyen dans l'affaire n° 5967, la partie requérante reproche au premier décret attaqué de s'appliquer indistinctement aux établissements pour aînés, en ce compris aux résidences-services au regard desquelles l'imposition de la règle de la mixité violerait les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 10, 11 et 16 de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, et en particulier avec le principe de la liberté d'établissement et le principe de la libre prestation des services. Elle reproche en substance à la règle attaquée de n'être pas justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général et ce, contrairement à l'exigence de l'article 10 de la directive précitée.

B.20. Aux termes de l'article 4, point 8, de la directive précitée, il convient d'entendre par raisons impérieuses d'intérêt général « des raisons reconnues comme telles par la jurisprudence de la Cour de justice, qui incluent les justifications suivantes : l'ordre public, la sécurité publique, la santé publique, la préservation de l'équilibre financier du système de sécurité sociale, la protection des consommateurs, des destinataires de services et des travailleurs, la loyauté des transactions commerciales, la lutte contre la fraude, la protection de l'environnement et de l'environnement urbain, la santé des animaux, la propriété intellectuelle, la conservation du patrimoine national historique et artistique, des objectifs de politique sociale et des objectifs de politique culturelle ».

En l'espèce, comme il est dit en B.10.2, la règle de la mixité est justifiée par l'inégalité manifeste constatée par le législateur décrétal dans la représentation des hommes et des femmes au sein des organes de gestion des établissements pour aînés. Par ailleurs, comme il a aussi été constaté, la règle, qui est temporaire et qui prévoit des mesures d'évaluation, ne porte pas une atteinte disproportionnée aux droits des exploitants des établissements pour aînés et plus particulièrement en l'espèce à ceux des résidences-services.

B.21. Le moyen n'est pas fondé.

B.22. Dans un deuxième moyen, les parties requérantes dans les affaires jointes n°s 5977 et autres ainsi que les parties requérantes dans les affaires jointes n°s 5971 et autres et dans les affaires jointes n°s 5972 et autres reprochent aux décrets attaqués d'imposer des quotas de membres de même sexe au sein de l'organe de gestion de sociétés et d'associations, sans tenir compte ni du projet poursuivi par l'association, ni des modalités mises en œuvre pour le choix de ceux qui siègent au sein des organes de gestion, ni des compétences et des caractéristiques de chacun des candidats. Les décrets attaqués porteraient atteinte sans justification à la liberté d'association garantie par l'article 27 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.23. L'article 27 de la Constitution dispose :

« Les Belges ont le droit de s'associer; ce droit ne peut être soumis à aucune mesure préventive ».

L'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, y compris le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.

2. L'exercice de ces droits ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. Le présent article n'interdit pas que des restrictions légitimes soient imposées à l'exercice de ces droits par les membres des forces armées, de la police ou de l'administration de l'Etat ».

B.24.1. L'article 27 de la Constitution reconnaît le droit de s'associer comme celui de ne pas s'associer et interdit de soumettre ce droit à des mesures préventives.

Lorsqu'une disposition conventionnelle liant la Belgique a une portée analogue à une disposition constitutionnelle qui est invoquée, les garanties consacrées par cette disposition conventionnelle constituent un ensemble indissociable avec les garanties inscrites dans la disposition constitutionnelle en cause.

Pour déterminer la portée de la liberté d'association, garantie par l'article 27 de la Constitution, il convient dès lors d'avoir également égard à, entre autres, l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.24.2. Les décrets attaqués, qui participent du but légitime de garantir une représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein des organes de gestion d'établissements et d'organismes, n'ont ni pour objectif ni pour effet de régler la liberté d'association des personnes auxquelles ils s'adressent. En outre, la liberté d'association n'empêche pas que des organismes privés qui souhaitent collaborer étroitement avec un établissement de droit public ou avec une mission d'intérêt général, comme en l'espèce celle de l'aide aux personnes et aux familles, soient soumis à des modalités de fonctionnement et de contrôle qui se justifient en raison de ce rapport particulier avec l'exercice de missions de service public.

Enfin, les mesures dérogatoires prévues à l'article 4, § 2, et à l'article 9, § 2, du premier décret attaqué et aux articles 3, § 2, et 8, § 2, des deux autres décrets attaqués permettent à un établissement ou à un organisme visé par les décrets d'obtenir une dérogation s'il démontre que l'exercice de son objet social implique ou a pour conséquence la non-mixité ou s'il démontre l'impossibilité de se conformer dans l'immédiat à la règle de la mixité, sur la base de données objectives et des dispositions prises en vue d'accroître la participation équilibrée des hommes et des femmes dans son organe de gestion.

B.25. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule :

1) l'article 7, § 1^{er}, du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 « destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les organes de gestion des établissements pour aînés en Région wallonne »;

2) l'article 6, § 1^{er}, du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 « destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution »;

3) l'article 6, § 1^{er}, du décret de la Région wallonne du 9 janvier 2014 « destiné à promouvoir une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les conseils d'administration des organismes privés agréés par la Région wallonne »

en ce que ces dispositions ne s'appliquent pas aux renouvellements des titres de fonctionnement et des agréments;
- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 22 octobre 2015.

Le greffier,

F. Meererschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2015/205105]

Uittreksel uit arrest nr. 145/2015 van 22 oktober 2015

Rolnummers : 5967 en 5971 tot 6014

In zake : de beroepen tot vernietiging van de decreten van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in :

- de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest, ingesteld door de vzw « Fédération des Maisons de Repos privées de Belgique » en anderen;

- de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, ingesteld door de vzw « Fédération des Centres de Planning et de Consultations » en anderen;

- de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen, ingesteld door Marie-Paule Dellisse en door vijftientig verenigingen zonder winstoogmerk.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meererschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 24 juli 2014 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juli 2014, is beroep tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2014) door de vzw « Fédération des Maisons de Repos privées de Belgique (MR-MRS) », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. A. Verriest en Mr. A.-S. Verriest, advocaten bij de balie te Brussel.

b. Bij zeven verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juli 2014 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 30 juli 2014, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van hetzelfde decreet respectievelijk door : de vzw « Fédération nationale des Associations médico-sociales », de vzw « Accueil et Solidarité », de vzw « Solival », de vzw « La Maison de Mariemont », de vzw « La Moisson », de vzw « L'Esplanade » en de vzw « La Vertefeuille », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5967, 5977, 5980, 5984, 5995, 5996, 5997 en 5998 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

c. Bij elf verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juli 2014 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 30 juli 2014, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2014), respectievelijk door de vzw « Fédération des Centres de Planning et de Consultations », de vzw « Centres de planning et de consultation familiale et conjugale du Brabant wallon », de vzw « Clinique psychiatrique des Frères Alexiens », de vzw « Fédération nationale des Associations médico-sociales », de vzw « Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg », de vzw « Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale », de vzw « Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale », de vzw « Axedis », de vzw « L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées », de vzw « Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales » (« Inforcouple ») en de vzw « Solival », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5971, 5979, 5981, 5983, 6002, 6003, 6004, 6006, 6009, 6010 en 6011 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

d. Bij zesentwintig verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 juli 2014 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 30 juli 2014, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 januari 2014) respectievelijk door Marie-Paule Dellisse, de vzw « Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales » (« Inforcouple »), de vzw « L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées », de vzw « Aide et Soins à Domicile de l'Arrondissement de Verviers », de vzw « Clinique Saint-Pierre », de vzw « Coordination Aide et Soins à Domicile, Hainaut Oriental », de vzw « Aide et Soins à Domicile en Province de Namur », de vzw « Aide et Soins à Domicile en Brabant Wallon », de vzw « Aide et Soins à Domicile Liège-Huy-Waremme-Coordination », de vzw « Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale », de vzw « Aide et soins à Domicile (ASD) - Service Aide Familiale (SAF) de Mons-Borinage », de vzw « Aide & Soins à Domicile Hainaut Oriental », de vzw « Coordination pour le Maintien à Domicile du Pays d'Ath », de vzw « Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale », de vzw « Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg », de vzw « Fédération des Centres de Planning et de Consultations », de vzw « Axedis », de vzw « Solival », de vzw « Fédération nationale des Associations médico-sociales », de vzw « Clinique psychiatrique des Frères Alexiens », de vzw « Fédération de l'Aide et des Soins à Domicile », de vzw « Aide Familiale Liège-Huy-Waremme », de vzw « Aide familiale et Seniors de Mouscron-Comines », de vzw « Aide et Soins à Domicile en Province de Luxembourg », de vzw « Aide et Soins à Domicile Service d'Aide familiale Tournai-Ath-Lessines-Enghien » en de vzw « Aide et Soins à Domicile de Mons-Borinage », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5972, 5973, 5974, 5975, 5976, 5978, 5982, 5985, 5986, 5987, 5988, 5989, 5990, 5991, 5992, 5993, 5994, 5999, 6000, 6001, 6005, 6007, 6008, 6012, 6013 en 6014 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

Bij beschikking van 20 mei 2015 heeft het Hof alle zaken samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1.1. Het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest » bepaalt :

« HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° ' inrichtingen voor bejaarden ' : de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in artikel 334, 2°, a) tot h) van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, waarvan het beheersorgaan uit minstens drie natuurlijke of rechtspersonen bestaat, met uitzondering van degene opgericht of beheerd door minstens een publiekrechtelijke rechtspersoon;

2° ' inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning ' : de in 1° bedoelde inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een door het Waalse Gewest toegekende werkingsvergunning;

3° ' inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de werkingsvergunning ' : de in 1° bedoelde inrichtingen voor bejaarden die bij het Waalse Gewest om de toekenning van een werkingsvergunning verzoeken.

HOOFDSTUK II. — *Inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning*

Afdeling 1. — *Algemeen*

Art. 3. § 1. Het beheersorgaan van de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning, bestaat uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht.

Wanneer het overeenkomstig het eerste lid berekende maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht, geen geheel getal is, wordt het afgerond naar het dichtstbijgehele getal.

§ 2. Om het maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht binnen de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning, te bepalen, worden alleen de natuurlijke personen en de privaatrechtelijke rechtspersonen vertegenwoordigd door een mandataris of een derde die als vertegenwoordiger ervan handelt, in aanmerking genomen.

Afdeling 2. — *Afwijkingen*

Art. 4. § 1. Elke inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, kan bij de voogdijminister, een aanvraag tot afwijking van de in artikel 3 bedoelde regel indienen.

De afwijkingsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

Deze afwijkingsaanvraag schorst elke procedure tot intrekking van de werkingsvergunning wegens miskenning van de in artikel 3 bedoelde regel die strijdig zou zijn met de inrichting voor bejaarden.

§ 2. De voogdijminister kan een afwijking van de in artikel 3 bedoelde regel toekennen indien de inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking, die één keer verlengbaar is, van de in artikel 3 bedoelde regel toekennen, indien de inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar beheersorgaan te verhogen.

Art. 5. De inrichting voor bejaarden die in aanmerking komt voor een werkingsvergunning, die de in artikel 3 bedoelde regel naleeft en die wegens een plotseling evenement dat haar interne organisatie aantast, zoals het overlijden van een bestuurder, zijn ontslag of zijn afzetting, zich daaraan niet meer kan aanpassen, licht de Regering daarover bij aangetekend schrijven of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, in binnen twee maanden na het plaatshebben van het evenement.

De in het eerste lid bedoelde erkende privé-inrichting beschikt vanaf het plaatshebben van het evenement over een termijn van 12 maanden om zich aan artikel 3 aan te passen. Zo niet is artikel 6 van toepassing.

Afdeling 3. — Sanctie

Art. 6. De werkingsvergunning van een inrichting voor bejaarden wordt ingetrokken indien :

1° ze de in artikel 3 bedoelde regel niet naleeft;

2° ze de in de artikelen 4, 5 of 9 bedoelde afwijking niet geniet.

De werkingsvergunning wordt ingetrokken overeenkomstig artikel 369 van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en van de in uitvoering ervan genomen bepalingen.

Afdeling 4. — Overgangsbepaling

Art. 7. § 1. De inrichtingen voor bejaarden die op de inwerkingtreding van dit decreet in aanmerking komen voor een werkingsvergunning alsmede de inrichtingen bedoeld in artikel 10, tweede lid, beschikken over een termijn van drie jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om zich aan de regel bedoeld in artikel 3 aan te passen.

§ 2. Indien ze zich niet aan de regel bedoeld in artikel 3 binnen de in § 1 bedoelde termijn hebben aangepast :

1° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een definitieve werkingsvergunning die voor een onbepaalde termijn toegekend is, van ambtswege hun werkingsvergunning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

2° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een voorlopige werkingsvergunning waarvan de vervaldatum van de verlenging bedoeld in artikel 358, § 1, tweede lid, van het decreetgevend deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid volgt op de vervaldatum van een termijn van drie jaar die begint te lopen vanaf de vervaldatum van de in § 1 bedoelde termijn, van ambtswege hun werkingsvergunning beperkt tot een bepaalde duur van drie jaar, die begint te lopen vanaf het verstrijken van de in § 1 bedoelde termijn;

3° zien de inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een voorlopige werkingsvergunning waarvan de vervaldatum voorafgaat aan de vervaldatum van een termijn van drie jaar die begint te lopen vanaf de vervaldatum van de in § 1 bedoelde termijn van ambtswege hun werkingsvergunning eindigen na afloop van haar bepaalde duur.

De in het eerste lid bedoelde inrichtingen voor bejaarden, kunnen aan het bestuur erom verzoeken om begeleidingsmaatregelen te genieten tijdens de periode waarin ze blijven in aanmerking [...] komen voor een werkingsvergunning om te voldoen aan de in artikel 3 bedoelde regel.

§ 3. Indien de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in § 2, eerste lid, 1°, zich aan de in artikel 3 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun werkingsvergunning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun een nieuwe werkingsvergunning voor onbepaalde duur toekent.

Indien de inrichtingen voor bejaarden bedoeld in § 2, eerste lid, 2° zich aan de in artikel 3 bedoelde regel aanpassen vóór het verstrijken van hun voorlopige werkingsvergunning waarvan de duur van ambtswege beperkt is, lichten ze de Regering daarover in, die hun werkingsvergunning tot hun [lees : haar] oorspronkelijke vervaldatum verlengt.

HOOFDSTUK III. — *Inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de erkenning*

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 8. § 1. Om in aanmerking te komen voor een werkingsvergunning van het Waalse Gewest worden de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden door een beheersorgaan bestaande uit maximum twee derden van leden van hetzelfde geslacht beheerd.

Het maximum aantal bestuurders van hetzelfde geslacht wordt overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 3 berekend.

§ 2. Op grond van dit artikel kan de Regering weigeren om een werkingsvergunning toe te kennen aan een inrichting voor bejaarden slechts na laatstgenoemde te hebben gehoord.

Afdeling 2. — Afwijking

Art. 9. § 1. Elke inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor een werkingsvergunning, kan een afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning aan de voogdijminister vragen.

De afwijkingsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of bij op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend, gericht.

§ 2. De voogdijminister kan een afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning toekennen indien de inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor een werkingsvergunning, bewijst dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of als doel heeft.

Hij kan een tijdelijke afwijking van de in artikel 8 bedoelde voorwaarde betreffende de toekenning van een werkingsvergunning toekennen indien de inrichting voor bejaarden die kandidaat is voor de werkingsvergunning de onmogelijkheid om zich daaraan aan te passen bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar beheersorgaan te verhogen.

§ 3. De inrichting die kandidaat is voor een werkingsvergunning en die een tijdelijke afwijking geniet, kan aan het bestuur erom verzoeken om tijdens de afwijkingsperiode begeleidingsmaatregelen te genieten om te voldoen aan de in artikel 2 bedoelde regel.

Afdeling 3. — Overgangsbepaling

Art. 10. De in artikel 8 bedoelde voorwaarde van de toekenning van een werkingsvergunning is niet van toepassing op de inrichtingen voor bejaarden die een werkingsvergunningsaanvraag vóór de inwerkingtreding van dit decreet hebben ingediend.

De in het eerste lid bedoelde inrichtingen voor bejaarden die een werkingsvergunning van het Waalse Gewest verkrijgen, worden beschouwd als inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning in de zin van artikel 2, 2°.

De bepalingen van hoofdstuk II zijn erop van toepassing.

HOOFDSTUK IV. — *Evaluatiemaatregelen*

Art. 11. Om de twee jaar maakt het bestuur volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten een niet-nominatieve lijst bekend die de volgende elementen vermeldt :

1° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 3 bedoelde eis naleven;

2° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 4 bedoelde afwijking genieten;

3° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 5 bedoelde afwijking genieten;

4° het aantal inrichtingen voor bejaarden waarvan de werkingsvergunning op grond van artikel 6 ingetrokken is;

5° het aantal inrichtingen voor bejaarden die in aanmerking komen voor een werkingsvergunning en die de in artikel 7 bedoelde voorlopige bepaling genieten;

6° het aantal inrichtingen voor bejaarden die kandidaat zijn voor de werkingsvergunning, waarvan de werkingsvergunning op grond van artikel 8, § 2, is ingetrokken.

7° het aantal inrichtingen voor bejaarden die de in artikel 9 bedoelde afwijking genieten.

De Regering evalueert de effecten van de in artikel 3 bedoelde regel en de noodzaak van haar handhaving op grond van de in het eerste lid bedoelde lijst.

HOOFDSTUK V. — Slot- en opheffingsbepalingen

Art. 12. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 13. De wettelijke, reglementaire of statutaire bepalingen die van vóór de inwerkingtreding van dit decreet dateren, die in het Waalse Gewest de procedures voor de toekenning van een werkingsvergunning aan de inrichtingen voor bejaarden regelen, en die de in de hoofdstukken 2 en 3 bedoelde regels niet naleven, worden opgeheven.

De Regering bepaalt de lijst van de in het eerste lid bedoelde bepalingen.

Art. 14. De Regering is belast met de uitvoering van dit decreet ».

B.1.2. Het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet » en het decreet van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen » hebben een soortgelijke strekking.

B.2. In de memorie van toelichting van het eerste bestreden decreet wordt aangegeven dat het decreet tot doel heeft « te streven naar een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest » en dat « verschillende redenen ontegenzeggelijk ertoe aanzetten ter zake wetgevend op te treden » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 903-1, p. 2).

In de eerste plaats wordt verwezen naar de « algemeenheid van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie » dat door de artikelen 10 en 11 van de Grondwet is gewaarborgd, alsook naar artikel 192 van het actieplatform van Peking van 1995 dat de inwerkingstelling van « positieve acties » voorschrijft. Een tweede reden verwijst naar de noodzaak om « zowel ten aanzien van vrouwen als ten aanzien van mannen een beschermingsmaatregel » in te voeren. Als derde reden wordt de nadruk gelegd op « de maatregelen die zijn genomen om een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de politieke besluitvorming te verzekeren » en wordt besloten dat « het bijgevolg onontbeerlijk is om regels aan te nemen die ertoe strekken zo niet de pariteit, dan toch minstens een gemengdheid tussen mannen en vrouwen in de besluitvorming in andere domeinen, en met name in de privésector, te waarborgen ». Als vierde reden wordt aangevoerd « dat een gepast antwoord wordt geboden op de samenstelling van de maatschappij » omdat « het uitsluiten van de helft van de bevolking van de besluitvorming van die instellingen, ongeacht of het mannen of vrouwen betreft, niet alleen een democratisch tekort met zich meebrengt maar ook geen rekening houdt met de bekwaaamheden van het ondervertegenwoordigde geslacht » (*ibid.*).

Volgens de vijfde reden gaat het eveneens erom een evenwichtige aanwezigheid van beide geslachten te bevorderen, in navolging van hetgeen de federale wetgever heeft gedaan door de aanwezigheid van minstens een derde leden van verschillend geslacht in de beslissingsorganen van de autonome overheidsbedrijven en in de beursgenoteerde vennootschappen op te leggen.

Ten slotte wordt als zesde reden aangegeven :

« [...] een ontwerp van decreet dat ertoe strekt te streven naar een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de door het Waalse Gewest erkende private instellingen wordt momenteel besproken. Dat ontwerp heeft betrekking op de verenigingen zonder winstoogmerk in zoverre zij door het Waalse Gewest zijn erkend of in zoverre zij een erkenning aanvragen. Door enkel die verenigingen te beogen, is een sector, namelijk die van de inrichtingen voor bejaarde personen, echter vatbaar voor discriminatie. In het private deel van die sector worden bepaalde inrichtingen immers opgericht in de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk, terwijl andere in de vorm van handelsvennootschappen worden opgericht. Door alleen een ontwerp van decreet te behouden dat enkel betrekking zou hebben op de verenigingen zonder winstoogmerk, zouden bepaalde inrichtingen voor bejaarde personen, namelijk die welke in de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk zijn opgericht, de regel van evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in acht moeten nemen, zo niet zou hun werkingsvergunning worden ingetrokken. De andere inrichtingen, namelijk die welke in de vorm van handelsvennootschappen zijn opgericht, zouden dan weer niet aan een dergelijke regel van vertegenwoordiging en aan een dergelijke sanctie worden onderworpen. Door een dergelijke situatie in stand te houden, zou daaruit een verschil in behandeling tussen die inrichtingen voortvloeien, verschil in behandeling dat moeilijk te verantwoorden en weinig rationeel zou zijn. De strijdigheid van een dergelijke situatie met het in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet bedoelde beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie zou in dat geval duidelijk zijn. Daarom dient het Waalse Gewest tegelijkertijd wetgevend op te treden in de sector van de inrichtingen voor bejaarde personen en daarin een voor al die inrichtingen eenvormig systeem in te voeren dat analoog is aan het systeem dat zal worden ingevoerd voor alle verenigingen zonder winstoogmerk die over een werkingsvergunning van het Waalse Gewest beschikken » (*ibid.*, pp. 2-3).

Wat de keuze van de tweederdregel betreft, wordt in de memorie van toelichting aangegeven :

« De keuze van een regel van vertegenwoordiging die op basis van 2/3 is vastgesteld, wordt verantwoord ten aanzien van hetgeen in termen van genderdiversiteit is gedaan in het kader van het decreet van het Waalse Gewest van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder (artikel 18*bis*) en in het kader van de wet ter bevordering van de evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van economische overheidsbedrijven en van vennootschappen die een publiek beroep op het spaarwezen hebben gedaan, alsook van een wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen » (*ibid.*, p. 4).

In de memorie van toelichting wordt ten slotte beklemtoond dat het mechanisme van gemengdheid geen « absoluut mechanisme » is, aangezien om afwijkingen van de regel van het quotum kan worden verzocht vanaf de inwerkingtreding van het decreet (*ibid.*).

In de memorie van toelichting van de twee andere bestreden decreten kunnen vergelijkbare uiteenzettingen worden gevonden.

Ten aanzien van de bevoegdheidsverdelende regels

B.3. De verzoekende partij in de zaak nr. 5967 voert aan dat de decreetgever, in zoverre hij aan de inrichtingen voor bejaarde personen die in de vorm van handelsvennootschappen zijn opgericht, de verplichting oplegt om onder de leden van hun beheersorgaan hoogstens twee derde personen van hetzelfde geslacht te tellen, inbreuk zou maken op de bevoegdheid die bij artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, voorbehouden is aan de federale wetgever in de aangelegenheid van het handelsrecht en van het vennootschapsrecht.

B.4. Naar luid van de voormelde artikelen 3, § 1, en 8, § 1, van het decreet van 9 januari 2014 dienen de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen, om in aanmerking te komen voor een werkingsvergunning, uit hoogstens twee derde personen van hetzelfde geslacht te bestaan.

B.5.1. Met toepassing van de artikelen 128 en 138 van de Grondwet hebben het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van het Waalse Gewest in onderlinge overeenstemming beslist om aan het Waalse Gewest de uitoefening toe te kennen van de bevoegdheid die aan de Franse Gemeenschap in het Franse taalgebied is verleend bij artikel 5, § 1, I, 1^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, wat het gezondheidsbeleid betreft, namelijk het beleid betreffende de zorgverstrekingen in en buiten de verplegingsinrichtingen, alsook bij artikel 5, § 1, II, 5^o, wat de bijstand aan personen betreft, namelijk het bejaardenbeleid.

B.5.2. Krachtens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 5^o, van dezelfde bijzondere wet is de federale wetgever bevoegd voor het handelsrecht en het vennootschapsrecht.

B.6.1. De Grondwetgever en de bijzondere wetgever hebben, voor zover zij niet anders hebben bepaald, aan de gemeenschappen en aan de gewesten de bevoegdheid toegekend om de regels uit te vaardigen die eigen zijn aan de aan hen toegekende aangelegenheden waarbij zij in voorkomend geval gebruik maken van de bevoegdheid die artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan hen verleent.

De bevoegdheid die artikel 5, § 1, I, 1^o, en II, 5^o, van de voormelde bijzondere wet, rekening houdend met hetgeen in B.5.1 is uiteengezet, toekent aan het Waalse Gewest inzake de zorgverstreking en het bejaardenbeleid, impliceert dat het alle specifieke maatregelen vermag te nemen die het Gewest in staat stellen die bevoegdheden in het Franse taalgebied uit te oefenen.

B.6.2. In de memorie van toelichting van het ontwerp dat het eerste bestreden decreet is geworden, wordt uitgelegd :

« Het Waalse Gewest raakt indirect en gedeeltelijk aan de bevoegdheid van de federale overheid inzake handelsvennootschappen en inzake de in het Wetboek van vennootschappen bepaalde regels betreffende de samenstelling. Niettemin verantwoordt het Waalse Gewest, om de in punt 1, 6), uiteengezette redenen, zijn zowel materiële als territoriale bevoegdheid om het onderhavige ontwerpdecreet aan te nemen » (*ibid.*, p. 3).

Te dezen was het Waalse Gewest van oordeel dat aangezien alleen de vzw's worden beoogd die een vergunning zouden aanvragen om een inrichting voor bejaarden te exploiteren, met uitsluiting van de handelsvennootschappen die dezelfde activiteiten in het Waalse Gewest uitoefenen, daaruit een verschil in behandeling onder de inrichtingen zou voortvloeien dat moeilijk te verantwoorden en weinig rationeel zou zijn.

« Daarom dient het Waalse Gewest tegelijkertijd wetgevend op te treden in de sector van de inrichtingen voor bejaarde personen en daarin een voor al die inrichtingen eenvormig systeem in te voeren dat analoog is aan het systeem dat zal worden ingevoerd voor alle verenigingen zonder winst oogmerk die over een werkingsvergunning van het Waalse Gewest beschikken » (*ibid.*, p. 3).

De regeling die het Waalse Gewest aldus heeft aangenomen, belet geenszins de uitoefening van de bevoegdheid van de federale overheid inzake handelsrecht en vennootschapsrecht. Door een samenstelling van hoogstens twee derde personen van hetzelfde geslacht op te leggen aan de organen van de handelsvennootschappen die een werkingsvergunning voor inrichtingen voor bejaarden in het Franse taalgebied wensen te verkrijgen, ligt het eerste bestreden decreet overigens in de lijn van artikel 518*bis* van het Wetboek van vennootschappen, dat vereist dat minstens een derde van de leden van de raad van bestuur van de beursgenoteerde handelsvennootschappen van een ander geslacht is dan de overige leden.

B.6.3. Door de erkenning van alle in het Franse taalgebied gevestigde inrichtingen voor bejaarden, met inbegrip van die welke zijn opgericht in de vorm van handelsvennootschappen, te doen afhangen van de naleving van een regel inzake de samenstelling van de beheersorganen, brengt het Waalse Gewest de regels die in het Wetboek van vennootschappen zijn bepaald met betrekking tot de organen van de handelsvennootschappen niet in het geding. De in het decreet vervatte verplichting betreft immers alleen het verkrijgen of behouden van de werkingsvergunning van de in het Franse taalgebied gevestigde inrichtingen voor bejaarden. De bestreden regeling wijzigt niet de regels betreffende de geldigheid van de beslissingen van de organen van de handelsvennootschappen die de bij het decreet bepaalde regel inzake gemengdheid niet zouden naleven.

B.7. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie

B.8. De verzoekende partijen (tweede middel in de zaak nr. 5967 en derde middel in de samengevoegde zaken nrs. 5977 en andere, alsook in de samengevoegde zaken nrs. 5971 en andere en in de samengevoegde zaken nrs. 5972 en andere) verwijten de bestreden decreten in hoofdzaak een positieve maatregel op te leggen, te dezen een quatum van hoogstens twee derde personen van hetzelfde geslacht, terwijl geen enkele kennelijke ongelijkheid zou zijn vastgesteld in de beheersorganen van de in de decreten beoogde inrichtingen en instellingen, waarbij de sanctie die overigens bij de bestreden decreten is vastgesteld, volgens hen onevenredig is.

B.9. Het stelsel van de gemengdheid dat bij de bestreden decreten is ingevoerd, moet, zoals in B.2 is opgemerkt, de gelijkheid tussen mannen en vrouwen bevorderen in de beheersorganen van de in de decreten beoogde inrichtingen en instellingen. Die vertegenwoordiging strekt met name ertoe dat de kwaliteiten op het gebied van leiding geven en managen, van mannen en vrouwen die handelingen inzake « *good corporate governance* » stellen, ten goede komen aan elke inrichting.

B.10.1. Een maatregel van positieve actie kan slechts worden genomen wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan :

(1) er moet een kennelijke ongelijkheid zijn;

(2) het verdwijnen van die ongelijkheid moet als een te bevorderen doelstelling worden aangewezen;

(3) de maatregel van positieve actie moet van tijdelijke aard zijn en van dien aard dat hij verdwijnt zodra de beoogde doelstelling is bereikt;

(4) de maatregel van positieve actie mag de rechten van anderen niet onnodig beperken (vergelijk met artikel 10, § 2, van de Antiracismewet, artikel 10, § 2, van de Algemene Antidiscriminatiewet en artikel 16, § 2, van de Genderwet).

Bij de toetsing aan deze criteria dient rekening ermee te worden gehouden dat het te dezen om bestuursmandaten gaat en niet om de toegang tot tewerkstelling in de openbare of private sector.

B.10.2. De bestreden decreten beogen een meer evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de beheersorganen van de in de decreten beoogde inrichtingen en instellingen die beschikken over een werkingsvergunning of een erkenning of er een wensen te verkrijgen. Tijdens de parlementaire voorbereiding is aangevoerd dat een kennelijke ongelijkheid bestond, waarbij werd verwezen naar artikel 188 van het actieplatform van Peking van 1995, naar verschillende studies en naar een enquête van het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid, dat, niet minder dan 930 door het Waalse Gewest erkende verenigingen zonder winst oogmerk (58 inrichtingen voor bejaarden) had ondervraagd over de samenstelling van hun raad van bestuur, waaruit blijkt dat daarvan slechts 396 (20 instellingen voor bejaarden) een raad van bestuur hebben die is samengesteld overeenkomstig de tweederdereg (Parl. St., Waals Parlement, 2013-2014, nr. 904-1, p. 3).

De maatregelen kunnen als tijdelijk worden beschouwd omdat artikel 11 van het eerste bestreden decreet en artikel 10 van de twee andere bestreden decreten een systeem invoeren waarbij de respectieve gevolgen van die maatregelen op gezette tijden worden geëvalueerd.

De artikelen 7 en 10 van het eerste decreet en de artikelen 6 en 9 van de twee andere bestreden decreten voorzien in overgangsmaatregelen die het de beoogde inrichtingen en instellingen die over een werkingsvergunning of een erkenning beschikken en de inrichtingen en instellingen die een vergunning of erkenning hebben aangevraagd vóór de respectieve inwerkingtreding ervan, mogelijk maken zich in orde te stellen gedurende een periode van drie jaar. De artikelen 4 en 9 van het eerste bestreden decreet en de artikelen 3 en 4 van de twee andere bestreden decreten stellen overigens de inrichtingen en instellingen die houder zijn van een werkingsvergunning of van een erkenning of die kandidaat zijn voor een erkenning in staat een afwijking aan te vragen op grond van het gegeven dat « de uitoefening van [hun] maatschappelijk doel de niet-gemengdheid inhoudt of [tot gevolg] heeft », alsook een tijdelijke afwijking wanneer de inrichting of instelling « de onmogelijkheid om zich [...] aan te passen [aan de in artikel 3 vastgestelde regel] bewijst op grond van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van vrouwen en mannen in haar beheersorgaan te verhogen ».

De bij de decreten bepaalde sancties, namelijk de intrekking van de werkingsvergunning of van de erkenning van de inrichting of instelling of de weigering om een erkenning toe te kennen aan de inrichtingen of instellingen die kandidaat zijn om die te verkrijgen, zijn in de parlementaire voorbereiding als volgt verantwoord :

« Aldus berust de relevantie om wetgevend op te treden ten aanzien van die inrichtingen, met name op de vergunning waarover zij beschikken. Het blijkt dus verantwoord om het behoud van die vergunning te doen afhangen van de naleving van de regel van de gemengdheid. Die maatregel is aldus in overeenstemming met het doel dat wordt nagestreefd door de invoering van een diversiteit van de geslachten in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden die beschikken over een werkingsvergunning van het Waalse Gewest. [...]

De keuze voor die sanctie is eveneens verantwoord [...]. Omwille van de samenhang en de eenvormigheid wil het Waalse Gewest immers dezelfde sanctie invoeren voor de inrichtingen voor bejaarden die het mechanisme van de gemengdheid dat door het onderhavige ontwerpdecreet is ingevoerd, niet zouden naleven. Wanneer die eenvormigheid op het vlak van de sanctie niet zou worden ingevoerd, dan zou daaruit een verschil in behandeling voortvloeien tussen de inrichtingen voor bejaarden die zijn opgericht in de vorm van verenigingen zonder winstoogmerk en die in die hypothese niet zouden moeten vrezen voor hun werkingsvergunning, en alle andere verenigingen zonder winstoogmerk, ongeacht de beoogde sector, die zouden worden blootgesteld aan de sanctie van de intrekking van de erkenning. Om te voorkomen dat een dergelijke hypothese kan worden beschouwd als strijdig met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie bedoeld in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wil het Gewest die twee situaties op vergelijkbare wijze behandelen.

Andere sancties zoals de nietigheid van de beslissingen van de beheersorganen die onregelmatig zijn samengesteld, of nog, de nietigheid van de benoemingen van de leden van de beheersorganen die het mechanisme van de gemengdheid niet naleven, moeten overigens kennelijk achterwege worden gelaten in het licht van de draagwijdte van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State in het kader van het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven en tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen, teneinde de aanwezigheid van vrouwen in de beslissingsinstancies van de autonome overheidsbedrijven en de beursgenoteerde vennootschappen te waarborgen » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 903-1, p. 4).

Gelet op het doel van de decreten en de ingevoerde overgangs- en afwijkingsmaatregelen, moet men ervan uitgaan dat de bij de bestreden decreten bepaalde sancties niet op onevenredige wijze afbreuk doen aan de rechten van de beoogde inrichtingen en instellingen die daarvan het voorwerp zouden uitmaken, en zij geen onnodige beperkingen van de rechten van anderen inhouden. De regeling waarborgt zowel voor vrouwen als voor mannen een redelijke vertegenwoordiging in de betrokken beheersorganen.

B.11. De middelen zijn niet gegrond.

B.12. Het derde middel in de zaak nr. 5967 en het eerste middel in de samengevoegde zaken nrs. 5977 en andere, alsook in de samengevoegde zaken nrs. 5971 en andere en in de samengevoegde zaken nrs. 5972 en andere verwijten de bestreden decreten dat zij de inrichtingen en instellingen die zijn opgericht of worden bestuurd door minstens één publiekrechtelijke rechtspersoon uitsluiten van het toepassingsgebied ervan, terwijl dat verschil in behandeling op geen enkele objectieve en redelijke verantwoording zou steunen.

B.13. De parlementaire voorbereiding vermeldt :

« [...] de keuze om bij voorrang wetgevend op te treden in het kader van de privésector in plaats van in de openbare sector is een opportuniteitskeuze, met name in het licht van de vaststellingen ter zake die getuigen van een kennelijk gebrek aan evenwicht tussen mannen en vrouwen in de beslissingsorganen van de privésector. Het Operationeel Directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid heeft aldus 58 inrichtingen voor bejaarden die beschikken over een werkingsvergunning, ondervraagd over de samenstelling van hun beheersorgaan. Er is gebleken dat 38 van die inrichtingen beschikken over een beheersorgaan waarvan de samenstelling niet in overeenstemming is met de regel van de gemengdheid. Meer bepaald hebben 33 inrichtingen een beheersorgaan dat is samengesteld uit een te groot aantal mannen en 5 hebben een beheersorgaan dat is samengesteld uit een te groot aantal vrouwen.

Het feit dat wetgevend wordt opgetreden ten aanzien van de privésector van de inrichtingen voor bejaarden die beschikken over een werkingsvergunning geeft aldus niet de wil van het Waalse Gewest weer om een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren tussen de openbare sector en de privésector. Het getuigt gewoon van zijn wil om bij voorrang op te treden ten aanzien van de privé-inrichtingen voor bejaarden die beschikken over een werkingsvergunning. De wil van het Waalse Gewest bestaat op termijn overigens erin een specifieke regeling in te voeren die ertoe strekt een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de openbare verenigingssector te bevorderen, die meer zal toelaten rekening te houden met de specifieke kenmerken van die sector. Dat gegeven zou bijgevolg niet in strijd kunnen zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet door het loutere feit dat eenzelfde erkenning zowel in de openbare sector als in de privésector zou kunnen worden verleend. Die opportuniteitskeuze wordt overigens versterkt door de werkelijke noodzaak om in die sector op te treden en blijft coherent naar het voorbeeld van het ontwerpdecreet van het Waalse Gewest dat bij voorrang een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen beoogt in de beheersorganen van enkel de privé-inrichtingen die beschikken over een werkingsvergunning verleend door het Waalse Gewest » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 903-1, p. 3).

B.14. Zelfs indien de twee categorieën van inrichtingen en instellingen die in de middelen worden beoogd, zich in vergelijkbare situaties bevinden, dan nog berust het aangevoerde verschil in behandeling op een objectief en verantwoord criterium, namelijk het al dan niet publieke karakter van de beheersorganen van de beoogde inrichtingen en instellingen.

In de openbare sector bestaan reeds regels die op verschillende niveaus quota opleggen waarmee rekening moet worden gehouden. De parlementaire voorbereiding vermeldt in dat verband :

« In de openbare sector bestaan reeds regels, bepalingen die op verschillende niveaus quota opleggen, met name in de OCMW's via de organieke wet, in de provincies, in de instellingen van openbaar nut. Het decreet van 15 mei 2003 bevorderde de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in de adviesorganen. Het decreet van 2007 wijzigd dat van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder teneinde de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen te bevorderen.

Die koers is vastgelegd door de Regering sinds het eerste ontwerp van de tekst, namelijk de oriëntatienota die door de Regering in maart 2011 is goedgekeurd.

Het is een eerste stap, maar zoals de Raad van State zegt, zal het steeds mogelijk zijn om verder te gaan, om later wetgevend te blijven optreden. Die beslissing ressorteert onder het zorgvuldigheidsbeginsel en dat is de reden waarom in de teksten is vermeld dat, wanneer een publiekrechtelijk rechtspersoon de vzw heeft opgericht of lid is van de raad van bestuur ervan, de instelling is uitgesloten van het toepassingsgebied » (*Parl. St.*, Waals Parlement, 2013-2014, nr. 903-2, p. 6).

Uit de voormelde parlementaire voorbereiding blijkt eveneens dat de wil van de decreetgever erin bestaat bij voorrang op te treden voor de inrichtingen en instellingen van de privésector, maar dat de reglementering geleidelijk zal moeten worden uitgebreid tot de inrichtingen en instellingen van de openbare sector. Er wordt gepreciseerd dat die geleidelijke invoering het mogelijk zal maken rekening te houden met de specifieke kenmerken van die sector.

B.15. De middelen zijn niet gegrond.

B.16. In een vierde middel verwijt de verzoekende partij in de zaak nr. 5967 het eerste bestreden decreet een onverantwoord verschil in behandeling in te voeren tussen de inrichtingen voor bejaarden die over een werkingsvergunning beschikken en waaraan een termijn van drie jaar wordt toegekend om zich in overeenstemming te brengen met het decreet, en de inrichtingen voor bejaarden die een erkenning aanvragen na de inwerkingtreding van het decreet, en die geen dergelijke termijn genieten. Zij verwijt dus in hoofdzaak dat voor die tweede categorie van inrichtingen voor bejaarden niet in dezelfde overgangsregeling wordt voorzien.

In hun derde middel verwijten de verzoekende partijen in de samengevoegde zaken nrs. 5977 en andere, alsook de verzoekende partijen in de samengevoegde zaken nrs. 5971 en andere en in de samengevoegde zaken nrs. 5972 en andere de bestreden decreten nog dat de inrichtingen en instellingen waarvan de erkenning van bepaalde duur vervalt tussen 28 januari 2014 en 28 januari 2017 niet dezelfde overgangsregeling kunnen genieten.

B.17.1. Het staat in beginsel aan de decreetgever te beoordelen of een decretale wijziging moet samengaan met overgangsmaatregelen teneinde rekening te houden met de rechtmatige verwachtingen van de betrokken personen en het komt hem toe te bepalen onder welke voorwaarden en binnen welke termijnen in het voordeel van die personen van de nieuwe bepalingen zal kunnen worden afgeweken.

Inherent aan een overgangsregeling is dat een onderscheid wordt gemaakt tussen personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van de vroegere regeling vallen en personen die betrokken zijn bij rechtstoestanden die onder het toepassingsgebied van een nieuwe regeling vallen. Een dergelijk onderscheid houdt op zich geen schending in van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet : elke overgangsbepaling zou onmogelijk zijn, indien zou worden aangenomen dat zulke bepalingen de voormelde grondwetsbepalingen zouden schenden om de enkele reden dat zij afwijken van de toepassingsvoorwaarden van de nieuwe wetgeving.

B.17.2. Indien de decreetgever een beleidswijziging noodzakelijk acht, kan hij beslissen daaraan een onmiddellijke uitwerking te geven en in beginsel is hij niet ertoe gehouden in een overgangsregeling te voorzien. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn alleen geschonden indien de overgangsregeling of de ontstentenis ervan leidt tot een verschil in behandeling dat niet redelijk kan worden verantwoord of indien op overdreven wijze afbreuk wordt gedaan aan het beginsel van het gewettigd vertrouwen. Dat is het geval wanneer afbreuk wordt gedaan aan de rechtmatige verwachtingen van een categorie van personen zonder dat een dwingende reden van algemeen belang het ontbreken van een overgangsregeling kan verantwoorden (zie arrest nr. 86/2015, B.4.6).

B.17.3. Te dezen is de overgangsregeling waarin de decreten voorzien voor de beoogde inrichtingen en instellingen die beschikken over een werkingsvergunning of erkenning of die een erkenning hadden aangevraagd vóór de inwerkingtreding van de decreten, verantwoord door het feit dat het onredelijk zou zijn geweest de werkingsvergunning onmiddellijk in te trekken of de erkenning niet toe te kennen aan inrichtingen of instellingen die niet konden voorzien dat een regel van gemengdheid voortaan op hun beheersorganen van toepassing zou zijn.

In tegenstelling tot de inrichtingen en instellingen die een overgangsregeling genieten, hebben de inrichtingen en instellingen die een erkenning na de inwerkingtreding van de decreten hebben aangevraagd, kennis van de nieuwe vereiste. Zij kunnen de samenstelling van hun beheersorgaan aldus aanpassen aan de regel van het 2/3-quotum alvorens hun aanvraag in te dienen, of zelfs de tijdelijke afwijking aanvragen waarin artikel 9, § 2, van het eerste bestreden decreet en artikel 3, § 2, van de twee andere bestreden decreten voorzien.

De situatie van de inrichtingen en instellingen die de verlenging aanvragen van hun vergunning of erkenning die is vervallen in de overgangsperiode, verschilt daarentegen niet fundamenteel van die van vergunde inrichtingen en erkende instellingen. Aangezien de Waalse decreetgever heeft voorzien in een overgangsperiode van drie jaar om een categorie van inrichtingen en instellingen in staat te stellen zich in overeenstemming te brengen met de regel van de sociale gemengdheid, had hij moeten verantwoorden waarom dezelfde overgangsregeling niet eveneens is ingevoerd voor de inrichtingen en instellingen waarvan de erkenning vervalt in de loop van de overgangsperiode. Gelet op de sanctie bestaande in de weigering van de erkenning, heeft het bekritiseerde verschil in behandeling onevenredige gevolgen.

B.18. In die mate zijn de middelen die in de samengevoegde zaken nrs. 5977 en andere, alsook in de samengevoegde zaken nrs. 5971 en andere en in de samengevoegde zaken nrs. 5972 en andere zijn aangevoerd, gegrond. Artikel 7, § 1, van het eerste bestreden decreet, alsook artikel 6, § 1, van de twee andere bestreden decreten dienen te worden vernietigd in zoverre die bepalingen niet van toepassing zijn op de verlengingen van de werkingsvergunningen of erkenningen.

B.19. In het vijfde middel in de zaak nr. 5967 verwijt de verzoekende partij het eerste bestreden decreet zonder onderscheid van toepassing te zijn op de inrichtingen voor bejaarden, met inbegrip van de serviceflats, ten aanzien waarvan het opleggen van de regel van de gemengdheid in strijd zou zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 10, 11 en 16 van de richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt, en inzonderheid met het beginsel van vrijheid van vestiging en met het beginsel van vrij verkeer van diensten. Zij verwijt de bestreden regel in hoofdzaak dat die niet verantwoord is door een dwingende reden van algemeen belang, hetgeen in strijd is met de vereiste van artikel 10 van de voormelde richtlijn.

B.20. Luidens artikel 4, punt 8, van de voormelde richtlijn dient onder dwingende redenen van algemeen belang te worden begrepen « redenen die als zodanig zijn erkend in de rechtspraak van het Hof van Justitie; waaronder de volgende gronden: openbare orde, openbare veiligheid, staatsveiligheid, volksgezondheid, handhaving van het financiële evenwicht van het socialezekerheidsstelsel, bescherming van consumenten, afnemers van diensten en werknemers, eerlijkheid van handelstransacties, fraudebestrijding, bescherming van het milieu en het stedelijk milieu, diergezondheid, intellectuele eigendom, behoud van het nationaal historisch en artistiek erfgoed en doelstellingen van het sociaal beleid en het cultuurbeleid ».

Zoals is vermeld in B.10.2 is de regel van de gemengdheid te dezen verantwoord door de kennelijke ongelijkheid die de decreetgever heeft vastgesteld in de vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarden. Zoals eveneens is vastgesteld, doet de regel, die tijdelijk is en voorziet in evaluatiemaatregelen, overigens niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de exploitanten van de inrichtingen voor bejaarden en inzonderheid te dezen aan die van de serviceflats.

B.21. Het middel is niet gegrond.

B.22. In een tweede middel verwijten de verzoekende partijen in de samengevoegde zaken nrs. 5977 en andere, alsook de verzoekende partijen in de samengevoegde zaken nrs. 5971 en andere en in de samengevoegde zaken nrs. 5972 en andere de bestreden decreten quota op te leggen voor de leden van hetzelfde geslacht in het beheersorgaan van vennootschappen en verenigingen, zonder rekening te houden met het door de vereniging nagestreefde project, noch met de ingevoerde regeling voor de keuze van diegenen die zitting hebben in de beheersorganen, noch met de bekwaamheden en kenmerken van iedere kandidaat. De bestreden decreten zouden zonder verantwoording afbreuk doen aan de vrijheid van vereniging zoals gewaarborgd bij artikel 27 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.23. Artikel 27 van de Grondwet bepaalt:

« De Belgen hebben het recht van vereniging; dit recht kan niet aan enige preventieve maatregel worden onderworpen ».

Artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt:

« 1. Eenieder heeft recht op vrijheid van vreedzame vergadering en op vrijheid van vereniging, met inbegrip van het recht om vakverenigingen op te richten en zich bij vakverenigingen aan te sluiten voor de bescherming van zijn belangen.

2. De uitoefening van deze rechten kan aan geen andere beperkingen worden onderworpen dan die welke bij de wet zijn voorzien en die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, voor de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. Dit artikel verbiedt niet, dat wettige beperkingen worden aangebracht in de uitoefening van deze rechten door leden van de gewapende macht, van de politie of van het ambtelijk apparaat van de Staat ».

B.24.1. Artikel 27 van de Grondwet erkent het recht om zich te verenigen, alsook het recht om zich niet te verenigen, en verbiedt dat recht aan preventieve maatregelen te onderwerpen.

Wanneer een verdragsbepaling die België bindt, een draagwijdte heeft die analoog is aan die van een aangevoerde grondwetsbepaling, vormen de waarborgen vervat in die verdragsbepaling een onlosmakelijk geheel met de waarborgen die in de betrokken grondwetsbepaling zijn opgenomen.

Om de draagwijdte van de vrijheid van vereniging, gewaarborgd door artikel 27 van de Grondwet, te bepalen, dient derhalve ook rekening te worden gehouden met onder meer artikel 11 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.24.2. De bestreden decreten, die beantwoorden aan het legitiem doel om een evenwichtige vertegenwoordiging te waarborgen van mannen en vrouwen in de beheersorganen van de inrichtingen en instellingen, hebben niet tot doel, noch tot gevolg de vrijheid van vereniging te regelen van de personen tot wie ze zich richten. Bovendien belet de vrijheid van vereniging niet dat de privé-inrichtingen die nauw willen samenwerken met een publiekrechtelijke inrichting of een inrichting met een opdracht van algemeen belang, zoals te dezen de hulp aan personen en gezinnen, worden onderworpen aan werkings- en toezichtsmodaliteiten die verantwoord zijn wegens die bijzondere verhouding met de uitoefening van opdrachten van openbare dienst.

Ten slotte maken de afwijkingsmaatregelen bepaald in artikel 4, § 2, en in artikel 9, § 2, van het eerste bestreden decreet en in de artikelen 3, § 2, en 8, § 2, van de twee andere bestreden decreten het een door de decreten beoogde inrichting of instelling mogelijk een afwijking te verkrijgen wanneer zij aantoonde dat de uitoefening van haar maatschappelijk doel de niet-gemengdheid impliceert of tot gevolg heeft of wanneer zij aantoonde dat zij in de onmogelijkheid verkeert om zich onmiddellijk in overeenstemming te brengen met de regel van de gemengdheid, op basis van objectieve gegevens en van de bepalingen genomen om de evenwichtige deelname van mannen en vrouwen in haar beheersorgaan te vergroten.

B.25. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt:

1) artikel 7, § 1, van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de beheersorganen van de inrichtingen voor bejaarde personen in het Waalse Gewest »;

2) artikel 6, § 1, van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet »;

3) artikel 6, § 1, van het decreet van het Waalse Gewest van 9 januari 2014 « tot bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van vrouwen en mannen in de raden van bestuur van de door het Waalse Gewest erkende privé-instellingen »

in zoverre die bepalingen niet van toepassing zijn op de verlengingen van de werkingsvergunningen en erkenningen;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 22 oktober 2015.

De griffier,

F. Meersschant

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2015/205105]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 145/2015 vom 22. Oktober 2015

Geschäftsverzeichnisnummern. 5967 und 5971 bis 6014

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern

- in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen in der Wallonischen Region, erhoben von der VoG «*fédération des Maisons de Repos privées de Belgique*» und anderen,

- in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten, erhoben von der VoG «*Fédération des Centres de Planning et de Consultations*» und anderen,

- in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen, erhoben von Marie-Paule Dellisse und von fünfundzwanzig Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klagen und Verfahren

a. Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 24. Juli 2014 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juli 2014 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen in der Wallonischen Region (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Januar 2014): die VoG «*fédération des Maisons de Repos privées de Belgique (MR-MRS)*», unterstützt und vertreten durch RA A. Verriest und RÄin A.-S. Verriest, in Brüssel zugelassen.

b. Mit sieben Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 28. Juli 2014 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 30. Juli 2014 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung desselben Dekrets: die VoG «*Fédération nationale des Associations médico-sociales*», die VoG «*Accueil et Solidarité*», die VoG «*Solival*», die VoG «*La Maison de Mariemont*», die VoG «*La Moisson*», die VoG «*L'Esplanade*» und die VoG «*La Vertefeuille*», unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 5967, 5977, 5980, 5984, 5995, 5996, 5997 und 5998 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

c. Mit elf Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 28. Juli 2014 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 30. Juli 2014 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Januar 2014): die VoG «*Fédération des Centres de Planning et de Consultations*», die VoG «*Centres de planning et de consultation familiale et conjugale du Brabant wallon*», die VoG «*Clinique psychiatrique des Frères Alexiens*», die VoG «*Fédération nationale des Associations médico-sociales*», die VoG «*Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg*», die VoG «*Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale*», die VoG «*Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale*», die VoG «*Axedis*», die VoG «*L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées*», die VoG «*Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales*» («*Inforcouple*») und die VoG «*Solival*», unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg.

Diese unter den Nummern 5971, 5979, 5981, 5983, 6002, 6003, 6004, 6006, 6009, 6010 und 6011 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

d. Mit sechsundzwanzig Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 28. Juli 2014 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 30. Juli 2014 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Januar 2014): Marie-Paule Dellisse, die VoG «*Centre de Planning et de Consultations familiales et conjugales*» («*Inforcouple*»), die VoG «*L'Exception, centre de formation, d'information, d'accompagnement et d'actions sociales des personnes handicapées*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile de l'Arrondissement de Verviers*», die VoG «*Clinique Saint-Pierre*», die VoG «*Coordination Aide et Soins à Domicile, Hainaut Oriental*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile en Province de Namur*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile en Brabant Wallon*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile Liège-Huy-Waremme-Coordination*», die VoG «*Le 37 centre de planning et de consultation familiale et conjugale*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile (ASD) - Service Aide Familiale (SAF) de Mons-Borinage*», die VoG «*Aide & Soins à Domicile Hainaut Oriental*», die VoG «*Coordination pour le Maintien à Domicile du Pays d'Ath*», die VoG «*Le blé en herbe, centre de planning et de consultation familiale et conjugale*», die VoG «*Centre de Planning et de Consultation Familiale et Conjugale du Luxembourg*», die VoG «*Fédération des Centres de Planning et de Consultations*», die VoG «*Axedis*», die VoG «*Solival*», die VoG «*Fédération nationale des Associations médico-sociales*», die VoG «*Clinique psychiatrique des Frères Alexiens*», die VoG «*Fédération de l'Aide et des Soins à Domicile*», die VoG «*Aide Familiale Liège-Huy-Waremme*», die VoG «*Aide familiale et Seniors de Mouscron-Comines*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile en Province de Luxembourg*», die VoG «*Aide et Soins à Domicile Service d'Aide familiale Tournai-Ath-Lessines-Engghien*» und die VoG «*Aide et Soins à Domicile de Mons-Borinage*», unterstützt und vertreten durch RA J. Bourtembourg.

Diese unter den Nummern 5972, 5973, 5974, 5975, 5976, 5978, 5982, 5985, 5986, 5987, 5988, 5989, 5990, 5991, 5992, 5993, 5994, 5999, 6000, 6001, 6005, 6007, 6008, 6012, 6013 und 6014 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

Durch Anordnung vom 20. Mai 2015 hat der Gerichtshof alle Rechtssachen verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Das Dekret der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 « zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen in der Wallonischen Region » bestimmt:

«KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1. Dieses Dekret regelt in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung eine Angelegenheit im Sinne ihres Artikels 128.

Art. 2. Im Sinne dieses Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. ' Senioreneinrichtungen ': die Senioreneinrichtungen im Sinne von Artikel 334 Nr. 2 Buchstaben *a)* bis *h)* des dekretalen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit, deren Geschäftsführungsorgan aus wenigstens drei natürlichen oder juristischen Personen zusammengesetzt ist, mit Ausnahme derjenigen, die mindestens von einer juristischen Person des öffentlichen Rechts gegründet oder verwaltet werden;

2. ' Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen ': die Senioreneinrichtungen im Sinne von Nr. 1, die eine durch die Wallonische Region erteilte Betriebserlaubnis besitzen;

3. ' Senioreneinrichtungen, die sich um eine Betriebserlaubnis bewerben ': die Senioreneinrichtungen im Sinne von Nr. 1, die bei der Wallonischen Region den Erhalt einer Betriebserlaubnis beantragen.

KAPITEL II. — *Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen**Abschnitt 1. — Allgemeines*

Art. 3. § 1. Das Geschäftsführungsorgan der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen, setzt sich zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern gleichen Geschlechts zusammen.

Wenn die gemäß Absatz 1 berechnete Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts nicht eine ganze Zahl ergibt, wird sie auf die nächste ganze Zahl aufgerundet.

§ 2. Zur Bestimmung der Höchstanzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts innerhalb der Geschäftsführungsorgane der Senioreneinrichtungen werden nur die natürlichen Personen und die juristischen Personen des privaten Rechts, die durch einen Mandatsinhaber oder eine Drittperson, die in der Eigenschaft als deren Vertreter handelt, vertreten sind, berücksichtigt.

Abschnitt 2. — Abweichungen

Art. 4. § 1. Jede Senioreneinrichtung, die eine Betriebserlaubnis besitzt, kann beim Aufsichtsminister einen Antrag auf Abweichung von der in Artikel 3 erwähnten Regel einreichen.

Der Antrag auf Abweichung wird per Einschreiben mit Rückschein oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

Durch diesen Antrag auf Abweichung wird jedes Verfahren zum Entzug der Betriebserlaubnis wegen Nichtbeachtung der in Artikel 3 erwähnten Regel, das gegebenenfalls gegen die Senioreneinrichtung läuft, ausgesetzt.

§ 2. Der Aufsichtsminister kann eine Abweichung von der in Artikel 3 erwähnten Regel gewähren, wenn die Senioreneinrichtung, die eine Betriebserlaubnis besitzt, nachweist, dass die Ausübung ihres Gesellschaftswecks die Geschlechtertrennung voraussetzt oder zur Folge hat.

Er kann eine befristete, einmal erneuerbare Abweichung von der in Artikel 3 erwähnten Regel gewähren, wenn die Senioreneinrichtung, die eine Betriebserlaubnis besitzt, auf der Grundlage objektiver Angaben sowie der im Hinblick auf eine Erhöhung der ausgeglichenen Beteiligung von Frauen und Männern in ihrem Geschäftsführungsorgan getroffenen Vorkehrungen nachweist, dass sie diese Regel nicht einhalten kann.

Art. 5. Die Senioreneinrichtung, die eine Betriebserlaubnis besitzt, die die in Artikel 3 erwähnte Regel berücksichtigt und die aufgrund eines plötzlichen Ereignisses, das ihre interne Organisation beeinträchtigt, wie beispielsweise der Tod eines Verwaltungsratsmitglieds, dessen Rücktritt oder Abberufung, diese Regel nicht mehr einhalten kann, setzt die Regierung innerhalb von zwei Monaten ab dem Eintreten des Ereignisses per Einschreiben mit Rückschein oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, davon in Kenntnis.

Die zugelassenen privaten Einrichtungen im Sinne von Absatz 1 verfügen ab dem Eintreten des Ereignisses über eine Frist von zwölf Monaten, um sich mit Artikel 3 in Einklang zu bringen. In Ermangelung dessen wird Artikel 6 angewandt.

Abschnitt 3. — Strafmaßnahme

Art. 6. Die Betriebserlaubnis einer Senioreneinrichtung wird entzogen, wenn:

1. sie die in Artikel 3 erwähnte Regel nicht einhält;
2. sie nicht über die in den Artikeln 4, 5 oder 9 erwähnte Abweichung verfügt.

Die Betriebserlaubnis wird entzogen gemäß Artikel 369 des dekretalen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit und den zu dessen Ausführung festgelegten Bestimmungen.

Abschnitt 4. — Übergangsbestimmung

Art. 7. § 1. Die Senioreneinrichtungen, die am Tag des Inkrafttretens dieses Dekrets eine Betriebserlaubnis besitzen, sowie die Einrichtungen im Sinne von Artikel 10 Absatz 2 verfügen ab dem Inkrafttreten dieses Dekrets über eine Frist von drei Jahren, um sich mit der in Artikel 3 erwähnten Regel in Einklang zu bringen.

§ 2. In Ermangelung der Einhaltung der in Artikel 3 erwähnten Regel innerhalb der in § 1 vorgesehenen Frist:

1. wird die Betriebserlaubnis der Senioreneinrichtungen, die eine endgültige Betriebserlaubnis besitzen, welche für eine unbefristete Dauer erteilt wurde, auf eine befristete Dauer von drei Jahren begrenzt, die bei Ablauf der in § 1 erwähnten Frist beginnt;

2. wird die Betriebserlaubnis der Senioreneinrichtungen, die eine vorläufige Betriebserlaubnis besitzen, bei denen die Verlängerung im Sinne von Artikel 358 § 1 Absatz 2 des dekretalen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit abläuft nach dem Ablauf einer Frist von drei Jahren, die bei Ablauf der in § 1 erwähnten Frist beginnt, von Amts wegen auf eine befristete Dauer von drei Jahren begrenzt, die bei Ablauf der in § 1 erwähnten Frist beginnt;

3. wird die Betriebserlaubnis der Senioreneinrichtungen, die eine vorläufige Betriebserlaubnis besitzen, die abläuft vor dem Ablauf einer Frist von drei Jahren, die bei Ablauf der in § 1 erwähnten Frist beginnt, von Amts wegen bei Ablauf ihrer befristeten Dauer beendet.

Die Senioreneinrichtungen im Sinne von Absatz 1 können bei der Verwaltung die Gewährung auf Begleitmaßnahmen während des Zeitraums, in dem sie weiterhin eine Betriebserlaubnis besitzen, beantragen, um sich mit der in Artikel 3 erwähnten Regel in Einklang zu bringen.

§ 3. Wenn die Senioreneinrichtungen im Sinne von § 2 Absatz 1 Nr. 1 sich vor Ablauf ihrer Betriebserlaubnis, deren Dauer von Amts wegen begrenzt worden ist, mit der in Artikel 3 erwähnten Regel in Einklang bringen, setzen sie die Regierung davon in Kenntnis, und diese erteilt ihnen eine neue Betriebserlaubnis für unbefristete Dauer.

Wenn die Senioreneinrichtungen im Sinne von § 2 Absatz 1 Nr. 2 sich vor Ablauf ihrer vorläufigen Betriebserlaubnis, deren Dauer von Amts wegen begrenzt worden ist, mit der in Artikel 3 erwähnten Regel in Einklang bringen, setzen sie die Regierung davon in Kenntnis, und diese verlängert ihre Betriebserlaubnis bis zu ihrem ursprünglichen Ablaufdatum.

KAPITEL III. — Senioreneinrichtungen, die sich um die Zulassung bewerben

Abschnitt 1. — Allgemeines

Art. 8. § 1. Zum Erhalt einer Betriebserlaubnis von der Wallonischen Region werden die Geschäftsführungsorgane der Senioreneinrichtungen durch ein Geschäftsführungsorgan geleitet, das sich zu höchstens zwei Dritteln aus Mitgliedern gleichen Geschlechts zusammensetzt.

Die Höchstzahl von Verwaltungsratsmitgliedern gleichen Geschlechts wird auf die in Artikel 3 vorgesehene Weise berechnet.

§ 2. Die Regierung kann auf der Grundlage dieses Artikels einer Senioreneinrichtung die Erteilung einer Betriebserlaubnis nur nach deren Anhörung verweigern.

Abschnitt 2. — Abweichung

Art. 9. § 1. Jede Senioreneinrichtung, die sich um eine Betriebserlaubnis bewirbt, kann beim Aufsichtsminister eine Abweichung von der in Artikel 8 erwähnten Bedingung bezüglich der Erteilung einer Betriebserlaubnis beantragen.

Der Antrag auf Abweichung wird per Einschreiben mit Rückschein oder durch jedes andere Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt.

§ 2. Der Aufsichtsminister kann eine Abweichung von der in Artikel 8 erwähnten Bedingung in Bezug auf den Erhalt einer Betriebserlaubnis gewähren, wenn die Senioreneinrichtung, die sich um eine Betriebserlaubnis bewirbt, nachweist, dass die Ausübung ihres Gesellschaftszwecks die Geschlechtertrennung voraussetzt oder zur Folge hat.

Er kann eine befristete Abweichung von der Bedingung in Bezug auf den Erhalt einer Betriebserlaubnis im Sinne von Artikel 8 gewähren, wenn die Senioreneinrichtung, die sich um eine Betriebserlaubnis bewirbt, auf der Grundlage objektiver Angaben sowie der im Hinblick auf eine Erhöhung der ausgeglichenen Beteiligung von Frauen und Männern in ihrem Geschäftsführungsorgan getroffenen Vorkehrungen nachweist, dass sie diese Regel nicht einhalten kann.

§ 3. Die Einrichtungen, die sich um eine Betriebserlaubnis bewerben und denen eine befristete Abweichung gewährt wird, können bei der Verwaltung die Gewährung auf Begleitmaßnahmen während des Zeitraums der Abweichung beantragen, um sich mit der in Artikel 2 erwähnten Regel in Einklang zu bringen.

Abschnitt 3. — Übergangsbestimmung

Art. 10. Die in Artikel 8 erwähnte Bedingung für die Erteilung einer Betriebserlaubnis ist nicht anwendbar auf die Senioreneinrichtungen, die einen Antrag auf Betriebserlaubnis vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets eingereicht haben.

Die Senioreneinrichtungen im Sinne von Absatz 1, die eine Betriebserlaubnis von der Wallonischen Region erhalten, gelten als Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen, im Sinne von Artikel 2 Nr. 2.

Die Bestimmungen von Kapitel II finden auf sie Anwendung.

KAPITEL IV. — Bewertungsmaßnahmen

Art. 11. Alle zwei Jahre veröffentlicht die Verwaltung gemäß den durch die Regierung festgelegten Modalitäten eine namenlose Liste mit folgenden Angaben:

1. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen und die die Anforderungen von Artikel 3 erfüllen;
2. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen und die die Abweichung im Sinne von Artikel 4 erhalten haben;
3. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen und die die Abweichung im Sinne von Artikel 5 erhalten haben;
4. Anzahl der Senioreneinrichtungen, denen die Betriebserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 6 entzogen wurde;
5. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis besitzen und die die Übergangsbestimmung im Sinne von Artikel 7 in Anspruch nehmen;
6. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die sich um eine Betriebserlaubnis bewerben und deren Betriebserlaubnis auf der Grundlage von Artikel 8 § 2 verweigert wurde;
7. Anzahl der Senioreneinrichtungen, die die in Artikel 9 erwähnte Abweichung erhalten haben.

Die Regierung bewertet die Auswirkungen der in Artikel 3 erwähnten Regel und die Notwendigkeit ihrer Aufrechterhaltung auf der Grundlage der in Absatz 1 erwähnten Liste.

KAPITEL V. — Schluss- und Aufhebungsbestimmungen

Art. 12. Dieses Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 13. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets geltenden gesetzlichen, ordnungsrechtlichen oder statutarischen Bestimmungen, die in der Wallonischen Region die Verfahren zur Gewährung einer Betriebserlaubnis für Senioreneinrichtungen regeln, die nicht den in den Kapiteln 2 und 3 erwähnten Regeln entsprechen, werden außer Kraft gesetzt.

Die Regierung legt die Liste der in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen fest.

Art. 14. Die Regierung wird mit der Ausführung des vorliegenden Dekrets beauftragt.

B.1.2. Das Dekret der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 «zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten» und das Dekret vom 9. Januar 2014 «zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen» haben eine ähnliche Tragweite.

B.2. In der Begründung des ersten angefochtenen Dekrets heißt es, dass dieses Dekret bezweckt, «eine ausgeglichene Vertretung der Frauen und Männer in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen in der Wallonischen Region anzustreben» und dass «mehrere Gründe unweigerlich Anlass zum gesetzgeberischen Handeln auf diesem Gebiet geben» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 903-1, S. 2).

Zunächst wird auf die «Allgemeingültigkeit des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung», der durch die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleistet wird, verwiesen, sowie auf Artikel 192 der Aktionsplattform von Peking von 1995, in der die Umsetzung von «positiven Maßnahmen» vorgeschrieben ist. Ein zweiter Grund betrifft die Notwendigkeit, eine «Schutzmaßnahme sowohl für Frauen als auch für Männer» einzuführen. Als dritter Grund werden «die ergriffenen Maßnahmen zur Gewährleistung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den politischen Entscheidungsprozessen» hervorgehoben und wird geschlussfolgert, dass «es folglich unentbehrlich ist, Regeln anzunehmen, die zwar nicht die Parität, aber doch zumindest eine gemischte Beteiligung von Männern und Frauen an den Beschlussfassungen in anderen Bereichen, insbesondere im Privatsektor, gewährleisten sollen». Als vierter Grund wird «eine angemessene Berücksichtigung der Zusammensetzung der Gesellschaft» angeführt, weil «der Ausschluss der Hälfte der Bevölkerung vom Entscheidungsprozess dieser Einrichtungen, seien es Männer oder Frauen, nicht nur zu einem demokratischen Defizit führt, sondern ebenfalls die Kompetenzen des untervertretenen Geschlechts unberücksichtigt lässt» (ebenda).

Beim fünften Grund geht es ebenfalls darum, eine ausgeglichene Anwesenheit der beiden Geschlechter zu fördern, nach dem Beispiel dessen, was der föderale Gesetzgeber getan hat, indem er die Anwesenheit von einem Drittel der Mitglieder unterschiedlichen Geschlechts in den Entscheidungsorganen der autonomen öffentlichen Unternehmen und der börsennotierten Gesellschaften vorgeschrieben hat.

Schließlich wird als sechster Grund angeführt:

«[Ein] Dekretentwurf, der bezweckt, eine ausgeglichene Vertretung von Frauen und Männern in den Geschäftsführungsorganen der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen anzustreben, wird derzeit erörtert. Dieser Entwurf betrifft die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, insofern sie von der Wallonischen Region zugelassen sind oder eine Zulassung beantragen. Indem nur diese Vereinigungen ins Auge gefasst werden, unterliegt jedoch ein Sektor, nämlich derjenige der Senioreneinrichtungen, einer Diskriminierung. Im privaten Bereich dieses Sektors sind gewisse Einrichtungen nämlich in der Form von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet worden, während andere in der Form von Handelsgesellschaften gegründet worden sind. Indem in einem Dekretentwurf nur die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht vorgesehen sind, müssten nur gewisse Senioreneinrichtungen, nämlich diejenigen, die in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet worden wären, die Regel der ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern einhalten, da ihnen andernfalls die Betriebserlaubnis entzogen würde. Die anderen Einrichtungen, nämlich diejenigen, die in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet worden wären, würden ihrerseits nicht einer solchen Regel der Vertretung und einer solchen Sanktion unterliegen. Dadurch würde sich wegen der Aufrechterhaltung einer solchen Situation ein Behandlungsunterschied zwischen diesen Einrichtungen ergeben, der schwer zu rechtfertigen und wenig rationell wäre. Dass eine solche Situation im Widerspruch zu den Grundsätzen der Gleichheit und Nichtdiskriminierung im Sinne der Artikel 10 und 11 der Verfassung stehen würde, wäre in diesem Fall deutlich. Daher muss die Wallonische Region im Sektor der Senioreneinrichtungen gesetzgeberisch auftreten und gleichzeitig darin ein einheitliches System für alle diese Einrichtungen einführen, das dem System entspricht, das für alle Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die über eine Betriebserlaubnis der Wallonischen Region verfügen, eingeführt wird» (ebenda, SS. 2-3).

Bezüglich der Zweidrittelregel heißt es in der Begründung:

«Die Entscheidung für eine Vertretungsregel auf der Grundlage von 2/3 ist gerechtfertigt angesichts dessen, was hinsichtlich der geschlechtsspezifischen Diversität getan wurde im Rahmen des Dekrets der Wallonischen Region vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters (Artikel 18*bis*) und im Rahmen des Gesetzes zur Förderung der ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten von öffentlichen Wirtschaftsunternehmen und von Gesellschaften, die öffentlich zur Zeichnung aufgefordert haben, sowie eines Gesetzes zur Abänderung des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen und zur Abänderung des Gesellschaftsgesetzbuches» (ebenda, S. 4).

In der Begründung wird schließlich hervorgehoben, dass der Mechanismus der Mischung der Geschlechter kein «absoluter Mechanismus» ist, da Abweichungen von der Quotenregel ab dem Inkrafttreten des Dekrets beantragt werden können (ebenda).

Ähnliche Darlegungen sind in der Begründung der zwei anderen angefochtenen Dekrete enthalten.

In Bezug auf die Regeln der Zuständigkeitsverteilung

B.3. Die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5967 führt an, dass der Dekretgeber, insofern er den in der Form einer Handelsgesellschaft gegründeten Senioreneinrichtungen die Verpflichtung auferlege, unter den Mitgliedern ihres Geschäftsführungsorgans höchstens zwei Drittel Personen desselben Geschlechts zu haben, auf die Zuständigkeit übergreife, die dem föderalen Gesetzgeber durch Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen im Bereich des Handelsrechts und des Gesellschaftsrechts vorbehalten sei.

B.4. Gemäß den vorerwähnten Artikeln 3 § 1 und 8 § 1 des Dekrets vom 9. Januar 2014 müssen die Geschäftsführungsorgane der Senioreneinrichtungen, um eine Betriebserlaubnis erhalten zu können, aus höchstens zwei Dritteln Personen desselben Geschlechts bestehen.

B.5.1. In Anwendung der Artikel 128 und 138 der Verfassung haben das Parlament der Französischen Gemeinschaft und das Parlament der Wallonischen Region im gegenseitigen Einvernehmen beschlossen, der Wallonischen Region die Ausübung der Zuständigkeit zu erteilen, die der Französischen Gemeinschaft im französischen Sprachgebiet durch Artikel 5 § 1 I Nr. 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in Bezug auf die Gesundheitspolitik verliehen wurde, nämlich die Politik der Pflegeleistung innerhalb und außerhalb von Pflegeanstalten, sowie durch Artikel 5 § 1 II Nr. 5 in Bezug auf den Personenbeistand, nämlich die Seniorenpolitik.

B.5.2. Aufgrund von Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 Nr. 5 desselben Sondergesetzes ist der föderale Gesetzgeber zuständig für das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht.

B.6.1. Der Verfassungsgeber und der Sondergesetzgeber haben, sofern sie es nicht anders verfügt haben, den Gemeinschaften und den Regionen die gesamte Befugnis erteilt, Regeln über die ihnen zugewiesenen Angelegenheiten festzulegen, wobei sie gegebenenfalls die Zuständigkeit nutzen, die ihnen gemäß Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erteilt wurde.

Die Zuständigkeit, die durch Artikel 5 § 1 I Nr. 1 und II Nr. 5 des vorerwähnten Sondergesetzes, unter Berücksichtigung des in B.5.1 Erwähnten, der Wallonischen Region in Bezug auf die Pflegeleistung und die Seniorenpolitik erteilt wurde, beinhaltet, dass sie alle Maßnahmen ergreifen kann, die geeignet sind, ihr die Ausübung dieser Zuständigkeiten im französischen Sprachgebiet zu ermöglichen.

B.6.2. In der Begründung des Entwurfs, der zu dem ersten angefochtenen Dekret geworden ist, wurde dargelegt:

«[Die] Wallonische Region berührt indirekt und teilweise die Zuständigkeit der Föderalbehörde in Bezug auf Handelsgesellschaften und die Regeln der Zusammensetzung, die im Gesellschaftsgesetzbuch vorgesehen sind. Aus den in Punkt 1.6 dargelegten Gründen rechtfertigt die Wallonische Region jedoch ihre sowohl materielle als auch territoriale Zuständigkeit, diesen Dekretentwurf anzunehmen» (ebenda, S. 3).

In vorliegenden Fall war die Wallonische Region der Auffassung, dass, insofern nur die VoGs ins Auge gefasst wurden, die eine Genehmigung zum Betrieb einer Senioreneinrichtung beantragten, unter Ausschluss der Handelsgesellschaften, die dieselben Tätigkeiten in der Wallonischen Region ausübten, sich daraus ein Behandlungsunterschied zwischen den Einrichtungen ergeben würde, der schwer zu rechtfertigen und wenig rationell wäre.

«Daher muss die Wallonische Region im Sektor der Senioreneinrichtungen gesetzgeberisch auftreten und gleichzeitig darin ein einheitliches System für alle diese Einrichtungen einführen, das dem System entspricht, das für alle Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die über eine Betriebserlaubnis der Wallonischen Region verfügen, eingeführt wird» (ebenda, S. 3).

Die somit durch die Wallonische Region angenommene Regelung verhindert keineswegs die Ausübung der Zuständigkeit der Föderalbehörde für das Handelsrecht und das Gesellschaftsrecht. Indem durch das erste angefochtene Dekret den Organen der Handelsgesellschaften, die eine Betriebserlaubnis für Senioreneinrichtungen im französischen Sprachgebiet erhalten möchten, eine Zusammensetzung von höchstens zwei Dritteln Personen desselben Geschlechts auferlegt wird, entspricht es im Übrigen Artikel 518*bis* des Gesellschaftsgesetzbuches, der vorschreibt, dass mindestens ein Drittel der Verwaltungsratsmitglieder der börsennotierten Handelsgesellschaften anderen Geschlechts sind als die übrigen Mitglieder.

B.6.3. Indem die Zulassung aller im französischen Sprachgebiet niedergelassenen Senioreneinrichtungen, einschließlich derjenigen, die in der Form einer Handelsgesellschaft gegründet worden sind, von der Einhaltung einer Regel bezüglich der Zusammensetzung der Geschäftsführungsorgane abhängig gemacht wird, stellt die Wallonische Region die im Gesellschaftsgesetzbuch in Bezug auf die Organe der Handelsgesellschaften vorgesehenen Regeln nicht in Frage. Die im Dekret vorgesehene Verpflichtung betrifft nämlich nur den Erhalt oder die Aufrechterhaltung der Betriebserlaubnis der im französischen Sprachgebiet gelegenen Senioreneinrichtungen. Die angefochtene Regelung ändert nicht die Regeln bezüglich der Gültigkeit der Beschlüsse der Organe der Handelsgesellschaften, die die durch das Dekret festgelegte Regel bezüglich der Mischung der Geschlechter nicht einhalten würden.

B.7. Der Klagegrund ist unbegründet.

In Bezug auf den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung

B.8. Die klagenden Parteien (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5967 und dritter Klagegrund in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5977 und andere sowie in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5971 und andere und in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5972 und andere) bemängeln im Wesentlichen, dass durch die angefochtenen Dekrete eine positive Maßnahme auferlegt werde, nämlich eine Quote von höchstens zwei Dritteln Personen desselben Geschlechts, während keine offensichtliche Ungleichheit in den Geschäftsführungsorganen der Einrichtungen und Organismen im Sinne der Dekrete festgestellt worden sei, wobei die im Übrigen in den angefochtenen Dekreten festgelegten Sanktionen nach ihrer Auffassung unverhältnismäßig sei.

B.9. Die durch die angefochtenen Dekrete eingeführte Regelung der gemischten Zusammensetzung dient – wie in B.2 dargelegt wurde – dazu, die Gleichheit zwischen Männern und Frauen in den Geschäftsführungsorganen der in den Dekreten erwähnten Einrichtungen und Organismen zu fördern. Diese Vertretung dient unter anderem dazu, dass die Führungs- und Managementqualitäten von Männern und Frauen, die Handlungen der *«good corporate governance»* ausführen, jeder Einrichtung zugute kommen.

B.10.1. Eine positive Maßnahme kann nur ergriffen werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

- (1) es muss eine eindeutige Ungleichheit bestehen;
- (2) die Beseitigung dieser Ungleichheit muss als ein zu förderndes Ziel angegeben sein;
- (3) die positive Maßnahme muss zeitweiliger Art und so beschaffen sein, dass sie verschwindet, sobald das angestrebte Ziel verwirklicht ist;
- (4) die positive Maßnahme darf die Rechte Dritter nicht unnötig einschränken (vgl. Artikel 10 § 2 des Antirassismusesetzes, Artikel 10 § 2 des allgemeinen Antidiskriminierungsgesetzes und Artikel 16 § 2 des Geschlechtergesetzes).

Im Rahmen der in Bezug auf diese Kriterien ausgeübten Kontrolle ist zu berücksichtigen, dass es sich in diesem Fall um Geschäftsführungsmandate und nicht um den Zugang zu einer Beschäftigung im öffentlichen oder privaten Sektor handelt.

B.10.2. Die angefochtenen Dekrete bezwecken eine ausgeglichene Vertretung von Männern und Frauen in den Geschäftsführungsorganen der in den Dekreten erwähnten Einrichtungen und Organismen, die eine Betriebserlaubnis oder Zulassung besitzen oder eine solche erhalten möchten. Während der Vorarbeiten wurde angeführt, dass eine offensichtliche Ungleichheit bestehe, wobei auf Artikel 188 der Aktionsplattform von Peking von 1995, auf verschiedene Studien und auf eine Untersuchung der operativen Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit verwiesen wurde, bei der bezüglich der Zusammensetzung ihres Verwaltungsrates nicht weniger als 930 von der Wallonischen Region zugelassene Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht (58 Senioreneinrichtungen) befragt wurden und aus der hervorgeht, dass darunter nur 396 (20 Senioreneinrichtungen) einen Verwaltungsrat haben, der gemäß der Zweidrittelregel zusammengesetzt ist (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 904-1, S. 3).

Die Maßnahmen können als zeitweilig angesehen werden, da durch Artikel 11 des ersten angefochtenen Dekrets und Artikel 10 der zwei anderen angefochtenen Dekrete ein System der regelmäßigen Bewertung ihrer jeweiligen Auswirkungen eingeführt wird.

In den Artikeln 7 und 10 des ersten Dekrets und den Artikeln 6 und 9 der zwei anderen angefochtenen Dekrete sind Übergangsmaßnahmen vorgesehen, damit es den betreffenden Einrichtungen und Organismen, die eine Betriebserlaubnis oder eine Zulassung besitzen, sowie den Einrichtungen und Organismen, die eine Zulassung vor dem jeweiligen Inkrafttreten beantragt haben, ermöglicht wird, sich innerhalb eines Zeitraums von drei Jahren damit in Einklang zu bringen. Im Übrigen ermöglichen die Artikel 4 und 9 des ersten angefochtenen Dekrets und die Artikel 3 und 4 der zwei anderen angefochtenen Dekrete es den Einrichtungen und Organismen, die Inhaber einer Betriebserlaubnis oder einer Zulassung sind oder sich um eine Zulassung beworben haben, eine Abweichung zu beantragen auf der Grundlage des Umstandes, dass «die Ausübung ihres Gesellschaftswecks die Geschlechtertrennung voraussetzt oder zur Folge hat», sowie eine zeitweilige Abweichung, wenn die Einrichtung «auf der Grundlage objektiver Angaben sowie der im Hinblick auf eine Erhöhung der ausgeglichenen Beteiligung von Frauen und Männern in ihrem Geschäftsführungsorgan getroffenen Vorkehrungen nachweist, dass sie [die in Artikel 3 festgelegte] Regel nicht einhalten kann».

Die in den Dekreten vorgesehenen Sanktionen, nämlich der Entzug der Betriebserlaubnis oder der Zulassung der Einrichtung oder des Organismus oder die Verweigerung, den Einrichtungen oder Organismen, die eine Zulassung beantragen, diese zu erteilen, wurden in den Vorarbeiten wie folgt begründet:

«So beruht die Sachdienlichkeit, in Bezug auf diese Einrichtungen gesetzgeberisch zu handeln, insbesondere auf der Erlaubnis, die sie besitzen. Es erscheint somit gerechtfertigt, die Aufrechterhaltung dieser Erlaubnis von der Einhaltung der Regel der Mischung der Geschlechter abhängig zu machen. Diese Maßnahme entspricht somit dem Ziel, das mit der Einführung einer Mehrgeschlechtlichkeit in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen, die über eine Betriebserlaubnis der Wallonischen Region verfügen, verfolgt wird. [...]

Die Entscheidung für diese Sanktion ist ebenfalls gerechtfertigt [...]. Im Bemühen um Kohärenz und Einheitlichkeit möchte die Wallonische Region nämlich die gleiche Sanktion einführen für die Senioreneinrichtungen, die den Mechanismus der Mischung der Geschlechter, der durch diesen Dekretentwurf eingeführt wurde, nicht einhalten würden. Wenn eine solche Einheitlichkeit in Bezug auf diese Sanktion nicht eingeführt würde, würde sich daraus ein Behandlungsunterschied zwischen den Senioreneinrichtungen, die in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet worden sind und die in diesem Fall nichts für ihre Betriebserlaubnis zu befürchten hätten, und den anderen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, ungeachtet des betreffenden Sektors, die der Sanktion des Entzugs der Zulassung ausgesetzt wären, ergeben. Um zu vermeiden, dass ein solcher Fall als Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung im Sinne der Artikel 10 und 11 der Verfassung angesehen würde, möchte die Region die beiden Situationen auf vergleichbare Weise behandeln.

Im Übrigen sind andere Sanktionen, wie die Nichtigkeit der Beschlüsse der Geschäftsführungsorgane, die regelwidrig zusammengesetzt sind, oder etwa die Nichtigkeit der Ernennungen der Mitglieder der Geschäftsführungsorgane, die den Mechanismus der Mischung der Geschlechter nicht einhalten, offensichtlich aufzubeugen angesichts der Tragweite des Gutachtens der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates anlässlich der Prüfung des Gesetzesvorschlags zur Abänderung des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen und zur Abänderung des Gesellschaftsgesetzbuches, um die Anwesenheit von Frauen in den Entscheidungsinstanzen der autonomen öffentlichen Unternehmen und der börsennotierten Gesellschaften zu gewährleisten» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 903-1, S. 4).

Unter Berücksichtigung der Zielsetzung der Dekrete und der eingeführten Übergangs- und Abweichungsmaßnahmen ist davon auszugehen, dass die durch die angefochtenen Dekrete festgelegten Sanktionen nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der betreffenden Einrichtungen und Organismen, die davon betroffen wären, beeinträchtigen und dass sie keine unnötigen Einschränkungen der Rechte anderer zur Folge haben. Diese Regelung gewährleistet sowohl für Frauen als auch für Männer eine vernünftige Vertretung in den betreffenden Geschäftsführungsorganen.

B.11. Die Klagegründe sind unbegründet.

B.12. Im dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5967 und im ersten Klagegrund in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5977 und andere sowie in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5971 und andere und in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5972 und andere wird bemängelt, dass aus dem Anwendungsbereich der angefochtenen Dekrete die Einrichtungen und Organismen ausgeschlossen würden, die durch mindestens eine juristische Person des öffentlichen Rechts gegründet worden seien oder verwaltet würden, während dieser Behandlungsunterschied auf keinerlei objektiven und vernünftigen Rechtfertigung beruhen würde.

B.13. In den Vorarbeiten wurde angeführt:

«[Die] Entscheidung, vorrangig im Rahmen des Privatsektors statt im öffentlichen Sektor gesetzgeberisch aufzutreten, ist eine Opportunitätsentscheidung, insbesondere im Lichte der diesbezüglichen Feststellungen, die von einem offensichtlichen mangelnden Gleichgewicht zwischen Männern und Frauen in den Entscheidungsorganen des Privatsektors zeugen. Die operative Generaldirektion Lokale Behörden, Soziale Maßnahmen und Gesundheit hat 58 Senioreneinrichtungen, die über eine Betriebserlaubnis verfügen, bezüglich der Zusammensetzung ihres Geschäftsführungsorgans befragt. Es hat sich herausgestellt, dass 38 dieser Einrichtungen ein Geschäftsführungsorgan haben, dessen Zusammensetzung nicht der Regel der Mischung der Geschlechter entspricht. Im Einzelnen haben 33 Einrichtungen ein Geschäftsführungsorgan, dass aus einer zu großen Anzahl Männer zusammengesetzt ist, und haben 5 ein Geschäftsführungsorgan, das aus einer zu großen Anzahl Frauen zusammengesetzt ist.

So ist der Umstand, dass gesetzgeberisch aufgetreten wird in Bezug auf den Privatsektor der Senioreneinrichtungen, die eine Betriebserlaubnis haben, nicht Ausdruck des Willens der Wallonischen Region, einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen dem öffentlichen Sektor und dem Privatsektor einzuführen. Er ist lediglich Ausdruck ihres Willens, vorrangig in Bezug auf die privaten Senioreneinrichtungen, die über eine Betriebserlaubnis verfügen, zu handeln. Die Wallonische Region hat im Übrigen langfristig die Absicht, ein spezifisches System einzuführen, um eine ausgeglichene Vertretung von Frauen und Männern im öffentlichen Vereinigungssektor zu fördern, mit dem sich die spezifischen Merkmale dieses Sektors besser berücksichtigen lassen. Dieser Umstand kann folglich nicht im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehen durch den bloßen Umstand, dass die gleiche Zulassung sowohl im öffentlichen Sektor als auch im Privatsektor erteilt werden könnte. Diese Opportunitätsentscheidung beruht im Übrigen auf der realen Notwendigkeit, in diesem Sektor aufzutreten und bleibt kohärent nach dem Beispiel des Dekretentwurfs der Wallonischen Region mit dem Ziel, vorrangig eine ausgeglichene Vertretung von Frauen und Männern in den Geschäftsführungsorganen nur der privaten Einrichtungen, die über eine Betriebserlaubnis der Wallonischen Region verfügen, anzustreben» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 903-1, S. 3).

B.14. Selbst wenn die zwei Kategorien von Einrichtungen und Organismen im Sinne der Klagegründe sich in vergleichbaren Situationen befinden, beruht der angeführte Behandlungsunterschied auf einem objektiven und gerechtfertigten Kriterium, nämlich darauf, ob die Geschäftsführungsorgane der betreffenden Einrichtungen oder Organismen öffentlich sind oder nicht.

Im öffentlichen Sektor gibt es bereits Regeln, die auf verschiedenen Ebenen einzuhaltende Quoten vorschreiben. In den Vorarbeiten heißt es in diesem Zusammenhang:

«Im öffentlichen Sektor gibt es bereits Regeln und Bestimmungen, die Quoten auf verschiedenen Ebenen auferlegen, namentlich in den ÖSHZen über das Grundlagengesetz, in den Provinzen, in den Einrichtungen öffentlichen Interesses. Das Dekret vom 15. Mai 2003 förderte eine ausgeglichene Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsgremien. Durch das Dekret vom 2007 wurde das Dekret vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters geändert, um die ausgeglichene Vertretung von Männern und Frauen zu fördern.

Dieser Kurs wurde durch die Regierung festgelegt seit dem ersten Textentwurf, das heißt ab der durch die Regierung im März 2011 angenommenen Orientierungsnote.

Es ist ein erster Schritt, aber wie der Staatsrat es ausdrückt, wird es immer möglich sein, weiter zu gehen, später weiter gesetzgeberisch zu handeln. Diese Entscheidung betrifft das Vorsorgeprinzip, und aus diesem Grund ist in den Texten festgelegt, dass in dem Fall, dass eine juristische Person des öffentlichen Rechts die VoG gegründet hat oder Mitglied von deren Verwaltungsrat ist, der Organismus vom Anwendungsbereich ausgeschlossen ist» (*Parl. Dok.*, Wallonisches Parlament, 2013-2014, Nr. 903-2, S. 6).

Aus den vorerwähnten Vorarbeiten geht ebenfalls hervor, dass der Dekretgeber die Absicht hat, vorrangig in Bezug auf die Einrichtungen und Organismen des Privatsektors zu handeln, dass die Regelung aber schrittweise auf die Einrichtungen und Organismen des öffentlichen Sektors erweitert werden soll. Es wird präzisiert, dass diese schrittweise Umsetzung es ermöglichen wird, die spezifischen Merkmale dieses Sektors zu berücksichtigen.

B.15. Die Klagegründe sind unbegründet.

B.16. In einem vierten Klagegrund bemängelt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 5967, dass das erste angefochtene Dekret einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied einführe zwischen den Senioreneinrichtungen, die über eine Betriebserlaubnis verfügten und denen eine Frist von drei Jahren gewährt werde, um sich mit dem Dekret in Einklang zu bringen, und den Senioreneinrichtungen, die eine Zulassung nach dem Inkrafttreten des Dekrets beantragten und die nicht in den Vorteil einer solchen Frist gelangten. Sie bemängelt somit im Wesentlichen, dass für die zweite Kategorie von Senioreneinrichtungen nicht die gleiche Übergangsregelung vorgesehen sei.

In ihrem dritten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5977 und andere sowie die klagenden Parteien in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5971 und andere und in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5972 und andere ferner, dass durch die angefochtenen Dekrete den Einrichtungen und Organismen, deren Zulassung von befristeter Dauer zwischen dem 28. Januar 2014 und dem 28. Januar 2017 verfallende, nicht die gleiche Übergangsregelung geboten werde.

B.17.1. Es obliegt in der Regel dem Dekretgeber zu beurteilen, ob eine Dekretsänderung mit Übergangsmaßnahmen einhergehen muss, um die rechtmäßigen Erwartungen der betroffenen Personen zu berücksichtigen, und er hat zu bestimmen, unter welchen Bedingungen und in welchen Fristen zugunsten dieser Personen von den neuen Bestimmungen abgewichen werden kann.

Es ist kennzeichnend für eine Übergangsregelung, dass unterschieden wird zwischen Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die die frühere Regelung Anwendung fand, und Personen, die von Rechtssituationen betroffen sind, auf die eine neue Regelung Anwendung findet. Ein solcher Unterschied beinhaltet an sich keinen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, denn jegliche Übergangsbestimmung wäre unmöglich, wenn man davon ausgegangen würde, dass solche Bestimmungen aus dem bloßen Grund gegen die vorerwähnten Verfassungsbestimmungen verstoßen würden, dass sie von den Anwendungsbedingungen der neuen Rechtsvorschriften abweichen.

B.17.2. Wenn der Dekretgeber eine Änderung der Politik als notwendig erachtet, kann er den Standpunkt vertreten, dass sie mit sofortiger Wirkung durchgeführt werden muss, und ist er grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur verstoßen, wenn die Übergangsregelung oder ihr Fehlen zu einem Behandlungsunterschied führt, für den es keine vernünftige Rechtfertigung gibt, oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens übermäßig verletzt wird. Letzteres ist der Fall, wenn die rechtmäßigen Erwartungen einer bestimmten Kategorie von Personen verletzt werden, ohne dass ein zwingender Grund allgemeinen Interesses vorliegt, der das Fehlen einer Übergangsregelung rechtfertigen kann (siehe Entscheid Nr. 86/2015, B.4.6).

B.17.3. Im vorliegenden Fall ist die Übergangsregelung, die in den Dekreten für die betreffenden Einrichtungen und Organismen vorgesehen ist, die über eine Betriebserlaubnis oder eine Zulassung verfügen oder die Zulassung beantragt hatten vor dem Inkrafttreten der Dekrete, gerechtfertigt worden durch den Umstand, dass es unvernünftig gewesen wäre, die Betriebserlaubnis unmittelbar zu entziehen oder die Zulassung nicht zu gewähren für Einrichtungen und Organismen, die nicht vorhersehen konnten, dass künftig eine Regel der Mischung der Geschlechter für ihre Geschäftsführungsorgane anwendbar sein würde.

Im Gegensatz zu den Einrichtungen und Organismen, die in den Vorteil einer Übergangsregelung gelangen, sind die Einrichtungen und Organismen, die eine Zulassung nach dem Inkrafttreten der Dekrete beantragt haben, über das neue Erfordernis informiert. Somit ist es ihnen möglich, die Zusammensetzung ihres Geschäftsführungsorgans der Regel der Zweidrittelquote vor dem Einreichen ihres Antrags anzupassen, oder sogar die in Artikel 9 § 2 des ersten angefochtenen Dekrets und in Artikel 3 § 2 der zwei anderen angefochtenen Dekrete vorgesehene zeitweilige Abweichung zu beantragen.

Die Situation der Einrichtungen und Organismen, die die Verlängerung ihrer während des Übergangszeitraums abgelaufenen Zulassung beantragen, unterscheidet sich hingegen nicht grundlegend von derjenigen der zugelassenen Einrichtungen und Organismen. Da der wallonische Dekretgeber einen Übergangszeitraum von drei Jahren vorgesehen hat, um es einer Kategorie von Einrichtungen und Organismen zu ermöglichen, sich mit der Regel der sozialen Mischung der Geschlechter in Einklang zu bringen, hätte er rechtfertigen müssen, warum er dieselbe Übergangsregelung nicht ebenfalls für die Einrichtungen und Organismen eingeführt hat, deren Zulassung während des Übergangszeitraums abläuft. Angesichts der Sanktion, die in der Verweigerung der Zulassung besteht, hat der bemängelte Behandlungsunterschied unverhältnismäßige Folgen.

B.18. In diesem Maße sind die Klagegründe in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5977 und andere sowie in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5971 und andere und in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5972 und andere begründet. Artikel 7 § 1 des ersten angefochtenen Dekrets sowie Artikel 6 § 1 der zwei anderen angefochtenen Dekrete sind für nichtig zu erklären, insofern diese Bestimmungen nicht auf die Erneuerungen der Betriebserlaubnisse oder der Zulassungen Anwendung finden.

B.19. Im fünften Klagegrund in der Rechtssache Nr. 5967 bemängelt die klagende Partei, dass das erste angefochtene Dekret ohne Unterschied Anwendung finde auf die Senioreneinrichtungen, einschließlich der betreuten Wohnungen, für die die Auferlegung der Regel der Mischung der Geschlechter gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 10, 11 und 16 der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt, insbesondere mit dem Grundsatz der Niederlassungsfreiheit und mit dem Grundsatz des freien Dienstleistungsverkehrs, verstoße. Sie bemängelt im Wesentlichen, dass die angefochtene Regel nicht gerechtfertigt sei durch einen zwingenden Grund des Allgemeininteresses, was im Widerspruch zum Erfordernis von Artikel 10 der vorerwähnten Richtlinie stehe.

B.20. Gemäß Artikel 4 Nummer 8 der vorerwähnten Richtlinie sind unter zwingenden Gründen des Allgemeininteresses zu verstehen: «Gründe, die der Gerichtshof in ständiger Rechtsprechung als solche anerkannt hat, einschließlich folgender Gründe: öffentliche Ordnung; öffentliche Sicherheit; Sicherheit der Bevölkerung; öffentliche Gesundheit; Erhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Systeme der sozialen Sicherung; Schutz der Verbraucher, der Dienstleistungsempfänger und der Arbeitnehmer; Lauterkeit des Handelsverkehrs; Betrugsbekämpfung; Schutz der Umwelt und der städtischen Umwelt; Tierschutz; geistiges Eigentum; Erhaltung des nationalen historischen und künstlerischen Erbes; Ziele der Sozialpolitik und Ziele der Kulturpolitik».

Wie in B.10.2 angeführt wurde, ist die Regel der Mischung der Geschlechter in diesem Fall gerechtfertigt durch die offensichtliche Ungleichheit, die der Dekretgeber in der Vertretung von Männern und Frauen in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen festgestellt hat. Wie ebenfalls festgestellt wurde, verletzt die Regel, die zeitweiliger Art ist und in der Bewertungsmaßnahmen vorgesehen sind, im Übrigen nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Betreiber der Senioreneinrichtungen, und insbesondere in diesem Fall diejenigen der betreuten Wohnungen.

B.21. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.22. In einem zweiten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5977 und andere sowie die klagenden Parteien in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5971 und andere und in den verbundenen Rechtssachen Nrn. 5972 und andere, dass die angefochtenen Dekrete Quoten für die Mitglieder desselben Geschlechts im Geschäftsführungsorgan von Gesellschaften und Vereinigungen vorschrieben, ohne den durch die Vereinigung verfolgten Zweck und den angewandten Vorkehrungen für die Wahl der Mitglieder in den Geschäftsführungsorganen sowie den Kompetenzen und Merkmalen eines jeden Bewerbers Rechnung zu tragen. Die angefochtenen Dekrete beeinträchtigten ohne Rechtfertigung die durch Artikel 27 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Vereinigungsfreiheit.

B.23. Artikel 27 der Verfassung bestimmt:

«Die Belgier haben das Recht, Vereinigungen zu bilden; dieses Recht darf keiner präventiven Maßnahme unterworfen werden».

Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Alle Menschen haben das Recht, sich friedlich zu versammeln und sich frei mit anderen zusammenzuschließen, einschließlich des Rechts zum Schutze ihrer Interessen Gewerkschaften zu bilden und diesen beizutreten.

(2) Die Ausübung dieser Rechte darf keinen anderen Einschränkungen unterworfen werden, als den vom Gesetz vorgesehenen, die in einer demokratischen Gesellschaft im Interesse der äußeren und inneren Sicherheit, zur Aufrechterhaltung der Ordnung und zur Verbrechensverhütung, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutze der Rechte und Freiheiten anderer notwendig sind. Dieser Artikel verbietet nicht, dass die Ausübung dieser Rechte für Mitglieder der Streitkräfte, der Polizei oder der Staatsverwaltung gesetzlichen Beschränkungen unterworfen wird».

B.24.1. In Artikel 27 der Verfassung wird das Recht, sich zu vereinigen, sowie das Recht, sich nicht zu vereinigen, anerkannt und wird verboten, dieses Recht präventiven Maßnahmen zu unterwerfen.

Wenn eine für Belgien verbindliche Vertragsbestimmung eine gleichartige Tragweite wie eine geltend gemachte Verfassungsbestimmung hat, sind die in dieser Vertragsbestimmung enthaltenen Garantien untrennbar mit den in der betreffenden Verfassungsbestimmung festgelegten Garantien verbunden.

Zur Bestimmung der Tragweite der Vereinigungsfreiheit, die durch Artikel 27 der Verfassung garantiert wird, ist folglich ebenfalls unter anderem Artikel 11 der Europäischen Menschenrechtskonvention zu berücksichtigen.

B.24.2. Die angefochtenen Dekrete, die dem rechtmäßigen Ziel entsprechen, eine ausgeglichene Vertretung von Männern und Frauen in den Geschäftsführungsorganen der Einrichtungen und Organismen zu gewährleisten, haben weder zum Zweck, noch zur Folge, die Vereinigungsfreiheit der Personen, an die sie sich richten, zu regeln. Außerdem verhindert die Vereinigungsfreiheit nicht, dass private Einrichtungen, die eng mit einer öffentlich-rechtlichen Einrichtung oder einer Einrichtung mit einer Aufgabe allgemeinen Interesses, wie im vorliegenden Fall derjenigen der Hilfe für Personen und Familien, zusammenarbeiten möchten, Funktions- und Aufsichtsmodalitäten unterliegen, die wegen dieses besonderen Zusammenhangs mit der Ausführung von Aufgaben des öffentlichen Dienstes gerechtfertigt sind.

Schließlich ermöglichen die in den Artikeln 4 § 2 und 9 § 2 des ersten angefochtenen Dekrets und in den Artikeln 3 § 2 und 8 § 2 der zwei anderen angefochtenen Dekrete vorgesehenen abweichenden Maßnahmen es einer Einrichtung im Sinne der Dekrete, eine Abweichung zu erhalten, wenn sie nachweist, dass die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks die Geschlechtertrennung zur Folge hat oder wenn sie nachweist, dass es ihr unmöglich ist, sich unmittelbar mit der Regel der Mischung der Geschlechter in Einklang zu bringen, dies auf der Grundlage von objektiven Angaben sowie der Vorkehrungen, die getroffen wurden, um die ausgeglichene Beteiligung von Männern und Frauen in ihrem Geschäftsführungsorgan zu erhöhen.

B.25. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt

(1) Artikel 7 § 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 «zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Geschäftsführungsorganen der Senioreneinrichtungen in der Wallonischen Region»,

(2) Artikel 6 § 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 «zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen für die aufgrund von Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten» und

(3) Artikel 6 § 1 des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Januar 2014 «zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Frauen und Männern in den Verwaltungsräten der von der Wallonischen Region zugelassenen privaten Einrichtungen»

für nichtig, insofern diese Bestimmungen nicht auf die Erneuerungen der Betriebslaubnisse und Zulassungen anwendbar sind;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 22. Oktober 2015.

Der Kanzler,
F. Meersschant

Der Präsident,
J. Spreutels